

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département Economie

Second Cycle-Promotion Sortante

OPTION DEVELOPPEMENT

*Mémoire de fin d'études pour l'obtention du*

*Diplôme de maîtrise es-sciences économiques*



## L'AGRICULTURE, MOTEUR DU DEVELOPPEMENT RURAL



Présenté par : RANDRIANANTOANDRO Zo Nandrianina

Encadreur : Pr RANDRIANALIJAONA Tiana Mahefasoa

Date de soutenance : 26 Mars 2015

Année universitaire : 2013 - 2014



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département Economie

Second Cycle-Promotion Sortante

OPTION DEVELOPPEMENT

*Mémoire de fin d'études pour l'obtention du*

*Diplôme de maîtrise es-sciences économiques*



## L'AGRICULTURE, MOTEUR DU DEVELOPPEMENT RURAL



Présenté par : RANDRIANANTOANDRO Zo Nandrianina

Encadreur : Pr RANDRIANALIJAONA Tiana Mahefasoa

26 MARS 2015

## **REMERCIEMENTS**

*Mes premiers remerciements reviennent tout d'abord à Dieu Tout Puissant de m'avoir toujours guidé dans le cadre de mes études et dans l'accomplissement à temps de ce mémoire.*

*Ensuite, je tiens à remercier mon encadreur Mr.RANDRIANALIJAONA Tiana Mahefasoa qui a déployé ses efforts avec ses conseils et précieuses orientations jusqu'à l'achèvement de ce mémoire.*

*Toute ma gratitude aussi envers les personnels et les corps enseignants du Département Economie de l'Université d'Antananarivo.*

*Et enfin, mais loin d'être la dernière, mes profondes reconnaissances à toute ma famille qui n'a pas trouvé de peines pour financer mes études et à tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la réalisation de ce travail.*

**MERCI A TOUS !!!!**

## ***LISTE DES ABREVIATIONS***

***EPM*** : *Enquête Permanente auprès des Ménages*

***EA*** : *Enquête Agricole*

***EAB*** : *Enquête Agricole de Base*

***CSA*** : *Centre de Services Agricoles*

***FDA*** : *Fonds de Développement Agricole*

***IAA*** : *Industries Agricoles et Alimentaires*

***IAR*** : *Indice d'Accès Rural*

***INSTAT*** : *Institut National de la Statistique*

***OMC*** : *Organisation Mondiale du Commerce*

***PAC*** : *Politique Agricole Commune*

***PED*** : *Pays En Développement*

***PIB*** : *Produit Intérieur Brut*

***PNB*** : *Produit National Brut*

***PPP*** : *Partenariat Public/Privé*

***RNA*** : *Recensement National de l'Agriculture*

***UE*** : *Union Européenne*

## ***LISTE DES TABLEAUX***

<b><u>Tableau 1</u></b> : Répartition des surfaces cultivées selon le type de culture.....	21
<b><u>Tableau 2</u></b> : Age moyen, âge médian et taux de féminité par région.....	23
<b><u>Tableau 3</u></b> : Taux de fréquentation scolaire et durée d'études moyenne par région .....	25
<b><u>Tableau 4</u></b> : La situation du secteur agricole malagasy.....	30

## ***LISTE DES FIGURES***

<b><u>Figure 1</u></b> : La contribution de l'agriculture à la croissance économique.....	12
---	----

<b><u>Figure 2</u></b> : Lien entre l'agriculture et la croissance économique par l'intermédiaire de la politique agricole.....	44
---	----

## SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I : LES THEORIES DE DEVELOPPEMENT RELATIVES A L'AGRICULTURE .....	3
I- APPROCHE THEORIQUE DE DEVELOPPEMENT PAR L'AGRICULTURE : .....	3
II-Approche économique de l'agriculture : .....	6
CHAPITRE II : GRANDS ENJEUX ET LES LIENS DE L'AGRICULTURE AVEC D'AUTRES SECTEURS .....	13
I- Epuisement des ressources et changement climatique .....	13
II-Liens de l'agriculture avec d'autres secteurs : .....	14
CHAPITRE III : EVOLUTION DES ROLES DE L'AGRICULTURE A L'ORIGINE DU CONCEPT DE MULTIFONCTIONNALITE .....	17
I-Origine du concept de multifonctionnalité de l'agriculture : .....	17
II- Principes de la multifonctionnalité : .....	18
III-Enjeux de la multifonctionnalité : .....	19
CHAPITRE I : PLACE DU SECTEUR AGRICOLE DANS.....	21
L'ECONOMIE NATIONALE.....	21
I-Généralités sur la place du secteur agricole à Madagascar : .....	21
II- Caractéristiques sociodémographiques de la population agricole : .....	23
III-Facteurs de production de l'agriculture : .....	26
IV-Modes d'exploitation : .....	27
CHAPITRE II : FACTEURS EMPECHANT L'AGRICULTURE DE JOUER SES ROLES.....	34
I-Faiblesse de la productivité agricole : .....	34
II) Sous performance des marchés agricoles : .....	35
III- Faiblesse des institutions, incohérence des politiques et mauvaise gouvernance : ...	36

CHAPITRE III : QUELQUES PROPOSITIONS DE MANIERES POUR RELANCER L'AGRICULTURE A MADAGASCAR .....	38
I- Appui et amélioration des systèmes de distribution privés :.....	38
II-Renforcement des compétences des agriculteurs : .....	40
III-Identification des infrastructures les plus urgentes au niveau des exploitations : ...	41
IV- Amélioration des routes desservant les zones de production à haute potentialité : .....	41
V- Lancement de partenariats public/privé (PPP) pour attirer les investissements : .....	42
VI- Renforcement de la recherche agricole : .....	42
CONCLUSION.....	46
BIBLIOGRAPHIE .....	48
ANNEXES : .....	50

## INTRODUCTION

Le philosophe grec Xénophon disait que « l'agriculture est la mère de tous les arts : lorsqu'elle est bien conduite, tous les autres arts prospèrent ; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent, sur terre comme sur mer ». <sup>1</sup>A travers cette philosophie on peut voir déjà l'importance de l'agriculture dans la vie économique d'un pays. Le présent mémoire essaie d'insister sur l'existence des liens étroits entre le développement rural et l'agriculture c'est-à-dire que celle-ci pourrait être un instrument efficace pour développer le monde rural.

L'analyse repose donc sur trois hypothèses telles que l'agriculture présente des caractéristiques qui en font un instrument unique du développement rural ; ainsi que la deuxième hypothèse : le secteur agricole peut, conjointement à d'autres secteurs, accélérer la croissance économique.

Dans ce présent mémoire, l'agriculture s'entend des cultures, de l'élevage, de l'agroforesterie et de l'aquaculture. L'agriculture contribue au développement en tant qu'activité économique, en tant que moyen de subsistance et en tant que source de services environnementaux ; c'est pour cela qu'elle est considérée comme un unique instrument du développement. La troisième hypothèse est que l'agriculture tient un rôle majeur dans la relance des gains de productivité. Pour ce faire, elle doit être encouragée par des politiques publiques ciblées sur le développement économique. Et par extension, elle peut endiguer la pénurie alimentaire et promouvoir la sécurité alimentaire pour le pays dans son ensemble. De plus, une croissance agricole permet de mettre en place un secteur agricole en plein essor pouvant augmenter la production du pays.

Dans les pays à vocation agricole, comme la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture et les industries connexes sont essentielles à la croissance ainsi qu'à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire des masses. <sup>2</sup> Une importante question qu'il convient de se poser est de savoir de quelles manières l'agriculture pourrait-elle contribuer au développement rural ?

---

<sup>1</sup> Reignier E., 1985. *La pluriactivité en agriculture*, p.17

Deux grandes parties sont établies afin de répondre à cette problématique. La première partie présente le cadre théorique dont l'approche théorique de développement par l'agriculture, ses enjeux et liens avec d'autres secteurs puis son évolution.

La première partie est concentrée sur les rôles des agricultures qui lui permettent de contribuer au développement rural. Tandis que la deuxième partie sera focalisée sur la place de l'agriculture à Madagascar. L'analyse de sa place dans l'économie nationale et le facteur lui empêchant de jouer convenablement son rôle ainsi que les manières de relance sont abordées dans cette partie

# PARTIE I: CADRE THEORIQUE

## **CHAPITRE I : LES THEORIES DE DEVELOPPEMENT RELATIVES A L'AGRICULTURE**

Beaucoup de théories expliquent le processus de croissance obtenue à partir de l'agriculture. Nous rapportons ici ces théories en commençant par la plus attachée au secteur agricole, en passant par les théories classiques et enfin les nouvelles théories de la croissance.

### I- APPROCHE THEORIQUE DE DEVELOPPEMENT PAR L'AGRICULTURE :

L'agriculture et la situation socio-économique rurale peuvent former un cercle vertueux de développement ou un cercle vicieux de sous-développement. Les théories économiques utilisées ici illustrent l'importance du secteur agricole dans l'économie d'une société et voire d'un pays.

#### 1-L'agriculture, source de richesse et de croissance :

On retient en premier lieu l'approche théorique relative à l'agriculture et à la terre. Chez les physiocrates : la terre est le seul fournisseur de richesse et l'agriculture le seul secteur productif. On trouve ainsi l'interdépendance entre acteur-ressources qui conduit à une formalisation macro-économique de l'agriculture. La théorie de la valeur prend son origine sur la productivité de l'agriculture, réalisable avec l'exploitation des ressources naturelles. Le cycle économique est la projection du cycle agricole. Les physiocrates adoptaient une théorie économique expliquant la création de la richesse et du surplus (qui bénéficient aux propriétaires et aux artisans) à partir de la terre et de l'agriculture seulement. « [...] la terre est la mère de tous les biens [...] »<sup>2</sup>.

Ils développent une théorie de la valeur à partir d'une civilisation agraire. Les grains utilisés comme semences se multiplient et permettent à celui qui a travaillé de retirer des grains pour se nourrir jusqu'à la récolte suivante, mais aussi pour les semences des prochaines activités, pour payer le propriétaire foncier qui possède la terre et pour acheter aux artisans des produits divers. L'agriculture assure la réalisation d'une progression vers la richesse de tous. « [...] que la terre sert l'unique source de richesse et que c'est l'agriculture qui les multiplie [...] »<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup>Mirabeau, 2001. *Critique littéraire de l'économie politique*, Edition L' Harmattan, p.89

<sup>3</sup> Mirabeau, 2001. Op. Cit, p.90

Les physiocrates privilégient l'agriculture. Cela nécessite la défense des prix agricoles. Il faut inciter les agriculteurs à l'action : un prix plus rémunérateur pour les grains permet de stimuler l'activité des producteurs et des propriétaires fonciers.

Par opposition au protectionnisme des Mercantilistes, la physiocratie prône l'idéologie du « laissez-passer ». La circulation des biens et des marchandises favorise la production et la richesse de tous. Il existe un cercle vertueux du libre échange : la liberté des commerces crée des ressources, lesquelles permettent d'acheter à ses partenaires. La libre circulation n'est pas seulement commerciale mais aussi physique. Cela exige le désenclavement des zones productives isolées, par la construction des infrastructures de transport afin d'offrir les produits sur le marché national ou international.

Ainsi, l'agriculture pourrait contribuer au développement rural dans la mesure où l'exploitation des ressources naturelles soit harmonieuse et que le facteur travail, la main d'œuvre et la technologie soient également mis en valeur dans le monde rural.

a) L'harmonisation de l'exploitation des ressources naturelles :

La planification de l'exploitation des ressources naturelles est requise pour la rendre en harmonie avec les caractères démographiques d'une société. D'après J. Stuart Mill : « La nature ne puisse pas un jour fournir assez de produit ». Cette hypothèse était envisagée par la terre, par choix des producteurs mais non pas par insuffisance des terres.

L'accroissement de la population modifie nécessairement le mode d'exploitation des ressources naturelles. Ce souci de J. Stuart Mill a pris en compte l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles conduisant à la dégradation de celles-ci. Il faut une bonne qualité du capital humain pour pouvoir optimiser la production face à la régression des ressources.

b) L'importance du facteur travail, de la main-d'œuvre et la technologie :

Le facteur travail contribue positivement dans la croissance économique. « Dans les manufactures, la terre (nature) ne fait rien, la main de l'homme fait tout »<sup>4</sup>.

---

<sup>4</sup> Quesnay F., 2001. *Critique littéraire de l'économie politique*, Edition L'Harmattan, p.41

Cela est depuis longtemps soulevé par des grands économistes. David Ricardo (1817), R. Malthus en 1820 ont déjà mis en relief l'importance de la qualité de la main-d'œuvre dans la compétitivité et la croissance économique à long terme. Adam Smith, en 1776 a notamment montré que la richesse des individus et des nations dépend beaucoup de la compétence des travailleurs. La spécialisation de la main-d'œuvre suppose qu'il existe différents types de tâches et que chaque individu effectue celui qu'il maîtrise beaucoup. On entend par là la notion de division de travail. Cette division ne se limite pas seulement sur l'individu mais on peut le projeter même au niveau régional et international.

Les pays en voie de développement sont par exemple avantageux à la production des produits manufacturés ou semi-finis et des matières premières. L'accroissement de la production est lié à l'amélioration de l'organisation et de la méthode de travail. Cette amélioration est possible car les entrepreneurs sont devenus professionnels, dynamiques et compétents et le pays plus spécialisé.

Par ailleurs, avec les nouvelles théories de la croissance, la qualité du capital humain ont ainsi un impact positif dans la croissance. Schultze (1961) et Becker (1964) soulignent que les connaissances acquises de chacun arrangent la société. Selon cette théorie, l'éducation est un investissement car elle améliore le niveau de la productivité. Un niveau d'éducation élevé entraîne une bonne qualité de la main-d'œuvre et donc une amélioration de la productivité. Le produit par tête s'accroît régulièrement et cela s'explique par la mise en œuvre des différentes forces à savoir, l'introduction des nouvelles technologies, qui permet de produire à grande échelle et de gagner du temps ; l'amélioration au niveau de l'organisation et l'amélioration du facteur humain, capable à exploiter les moyens existants et de maîtriser les nouvelles technologies.

La hausse du niveau de qualification de la population active est un déterminant essentiel de la croissance. L'accumulation du capital humain permet de soutenir la croissance à long terme en agissant directement sur la productivité de la main-d'œuvre mais aussi à travers les externalités positives engendrées (bénéfices collectifs apportés par l'éducation). Les différentes formes de formations améliorent la productivité et contribuent à l'expansion économique.

La contribution de l'agriculture au développement n'est donc pas récente. Les approches théoriques citées ci-dessus nous permettent de faire une projection concrète sur la réalité.

## 2- l'agriculture, facteur mobilisateur de la main d'œuvre rurale :

Sur le plan socio-économique, l'agriculture représente les principales activités assurant la sécurité alimentaire et financière des ménages ruraux. Si l'agriculture est bien structurée, elle génère un volume d'emplois directs et indirects considérable sur toutes les étapes de la traçabilité des produits agricoles : directs aux agriculteurs exploitants et indirects au niveau de la transformation, de transport, de la commercialisation. Cela va dans le sens positif de la mobilisation d'une grande partie de la population active. Ce secteur peut générer des revenus directs des paysans agriculteurs et des revenus indirects des autres exploitants (transporteurs, distributeurs, industriels...) Les produits du petit élevage contribuent plus intensément aux budgets des ménages, car la majorité des éleveurs vend ces produits pour des besoins urgents ou précis, financement d'un événement familial par exemple.

Par ailleurs, la population rurale, en très grand volume, peut absorber les offres des autres secteurs. « L'existence d'un grand marché rural permet aux industries de poursuivre leur croissance après avoir saturé la demande de leur produit dans les villes, sans s'orienter vers les marchés étrangers avant d'avoir développé leur capacité compétitive »<sup>5</sup> L'agriculture est le secteur par lequel, on pourrait tirer la croissance, étant donné qu'elle occupe le plus grand nombre d'individus. Les apports de l'agriculture se sentent au niveau national.

### II-Approche économique de l'agriculture :

Plusieurs auteurs ont parlé de l'agriculture comme moteur du développement économique mais certains d'eux ont fait une synthèse particulièrement remarquable dans le processus de la croissance économique du pays.

Pour que l'agriculture joue réellement et efficacement ce rôle éminemment historique, elle doit être performante. Il est donc utile de voir comment l'activité agricole est-elle financée dans le pays pour améliorer sa productivité et de voir les dispositions qu'on devrait prendre en vue d'assurer une meilleure commercialisation de ses produits et voir aussi comment procéder pour accroître la valeur ajoutée des produits issus du secteur agricole.

### 1- Contribution de l'agriculture à la croissance économique :

Dans les pays où le niveau de développement se trouve encore dans les premières phases telles que décrites par Rostow, la croissance de l'agriculture a une forte incidence sur

---

<sup>5</sup> Dwight H. et al, 1990. *Economie de développement*, Edition Universitaire, p.89

la croissance économique. Généralement, dans ces pays, l'agriculture y contribue pour une large proportion au Produit Intérieur Brut (PIB) dans la mesure où elle est le secteur qui emploie le plus de main-d'œuvre et qui produit le plus de richesse. Si l'on considère un modèle simple à deux secteurs, agriculture et industrie, la croissance économique est le résultat conjugué de la croissance pondérée de chacun de deux secteurs.

Dans les pays en développement où la contribution de l'agriculture est prépondérante, la valeur ajoutée par l'agriculture peut atteindre 40 à 50 %. Mais, au fur et à mesure que les autres secteurs prennent de l'importance, la proportion relative de l'agriculture au PIB diminue jusqu'à tomber parfois en dessous de 10 %. Ceci se comprend facilement d'autant plus que les rendements d'échelle sont plus faibles en agriculture que dans d'autres secteurs, l'industrie en particulier. L'agriculture étant un secteur à croissance lente, le taux global de croissance est d'autant plus faible que le secteur agricole demeure prépondérant. Tant que sa croissance est lente, l'agriculture peut constituer un véritable frein à la croissance économique globale.

## 2-Contribution au transfert des ressources en faveur des autres secteurs d'activités économiques :

Sur ce point, deux principaux transferts sont mis à contribution : celui de la force de travail et celui de l'épargne.

### a- Transfert de la main-d'œuvre :

Dans la section précédente, nous avons indiqué que le développement des autres secteurs peut occasionner la réduction de la valeur ajoutée dans le secteur agricole. L'accroissement de la productivité agricole entraîne une libération d'une fraction importante de la main-d'œuvre qui peut rationnellement être utilisée dans d'autres secteurs de l'activité économique. Dans ce cas, comme l'écrivaient déjà les pères de la science économique, l'agriculture constitue un vrai réservoir de main-d'œuvre dans lequel le secteur industriel doit puiser en permanence pour satisfaire ses besoins. Le secteur agricole constituant un résidu, le caractère de la main-d'œuvre agricole demeure également résiduel, car il ne reste que l'effectif strictement nécessaire après que les autres secteurs aient satisfait leurs besoins.

Toutefois, si la croissance de l'emploi industriel est inférieure à la croissance de l'emploi global, l'emploi agricole ne peut cesser de croître. Si la croissance de l'emploi est inférieure à celle de la population en âge d'activité, le sous-emploi augmente dans le pays, soit sous forme de sous-emploi urbain, soit sous forme de chômage agricole déguisé.

Comme nous l'avons dit précédemment, la diminution de la population active agricole est un phénomène historique normal. Cependant, ce qu'il faut craindre, c'est que ce phénomène se réalise sans qu'il n'y ait croissance de la productivité agricole. La croissance de l'agriculture en général, et de la production alimentaire en particulier, doit être en rapport avec l'évolution des besoins alimentaires de la population dont le taux de croissance démographique constitue l'indicateur le plus précieux.

#### b-Transfert d'épargne :

Dans les pays dotés en richesses minières et pétrolifères, ce sont les ressources générées par l'exploitation de ces ressources qui fournissent les moyens nécessaires au financement de l'industrie, de l'agriculture voire d'autres activités comme le tourisme. Par contre, dans des pays qui en sont démunis, ce sont les ressources provenant de l'agriculture qui jouent un rôle décisif dans le financement du développement. Nous devons signaler qu'il y a plusieurs mécanismes qui sont en effet mis à contribution pour générer ses ressources : nous citons à titre d'exemple l'épargne des agriculteurs qu'on ne peut mobiliser que si le revenu de ces derniers s'accroît régulièrement.

#### c-Contribution à la production des ressources en devises :

Dès le début de la colonisation, l'économie des pays nouvellement en contact avec le mode de production capitaliste s'est caractérisée par l'implantation d'une monoculture orientée vers le commerce extérieur. La promotion d'un secteur agricole exportateur devient en effet source de production de réserves de change tant pour ces pays que pour certains pays ayant déjà atteint un niveau de développement avancé comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique et même le Japon. Mais, l'inconvénient de la monoculture étant la dépendance à une seule culture a incité la plupart de ces pays à diversifier leur agriculture.

Toutefois, la forte concurrence entre les pays producteurs a affecté les cours sur les marchés internationaux au point de provoquer une dégradation des termes de l'échange. Afin de stabiliser les cours et les revenus des pays exportateurs, plusieurs accords commerciaux furent initiés dans un premier temps, notamment en prévoyant un contrôle de la production et des exportations afin d'éviter des surproductions qui n'auraient que des effets dévastateurs sur le niveau des cours. Dans un deuxième temps, certains pays modifièrent leur stratégie en promouvant davantage la transformation locale des produits agricoles afin d'exporter des produits élaborés ou semi-finis (huiles végétales, jus de fruits, cuir de ruminants, conserves alimentaires, bois sciés, tranchés ou contreplaqués, meubles en rotin ou en bambou, etc.).

Mais, très souvent le problème qui se pose est celui du transfert de la technologie dont les pays industrialisés ou nouvellement industrialisés en sont les détenteurs exclusifs.

d- Contribution au processus d'industrialisation :

La promotion de l'industrialisation par l'agriculture peut se réaliser de trois manières :

- L'achat et la transformation des matières premières agricoles ;
- Le transfert de la force de travail et des ressources financières (question ayant déjà été abordée dans les paragraphes précédents) ;
- La consommation de produits issus du processus industriel.

#### ✓ **Le rôle des industries agricoles et alimentaires :**

Dans les pays en développement, les Industries Agricoles et Alimentaires (IAA) représentent souvent dans la matrice du tableau d'échanges interindustriels la base du tissu industriel. Comme l'agriculture est l'activité dominante, les premières unités industrielles qui voient le jour dans les agglomérations urbaines, le sont généralement pour transformer les produits agricoles. Mais puisque ces produits sont souvent de faible valeur marchande et que le coût de transport risque de les rendre peu compétitifs, des unités de première transformation s'implantent déjà en milieu rural.

Plusieurs filières dans l'agriculture constituent une source importante de la structure industrielle de pays en développement. C'est le cas notamment :

- De la culture du palmier à huile dont le processus de transformation commence par l'huile de palme et se poursuit par la fabrication du savon (de ménage et de toilette), de la glycérine, de l'huile raffinée de table. Le concassage de noix est une opération qui permet d'obtenir de l'huile d'amande largement utilisée dans différentes préparations industrielles et des tourteaux ;
- De l'élevage dont la viande, outre la consommation en l'état, peut être transformée en conserves, tandis que la peau bien tannée donne du cuir, matière première nécessaire à l'industrie de la chaussure et de la maroquinerie.

Les industries agricoles et alimentaires présentent plusieurs avantages dans les pays où elles se sont implantées :

- Elles sont à coefficient de travail relativement élevé ;
- Elles ne requièrent pas toujours une main-d'œuvre très qualifiée ;
- ' Elles peuvent être dimensionnées par rapport à leur milieu d'accueil (agglomérations urbaines ou zones rurales) ;
- Elles peuvent également nécessiter un coefficient de capital élevé et donc bénéficier d'importantes économies d'échelle (pâte à papier, panneaux de fibre, etc.) ;
- Elles sont capables d'entraîner la création d'autres unités industrielles aussi importantes. C'est le cas de l'industrie forestière avec le sciage, le tranchage, le placage, la menuiserie, les papiers, les cartons, etc. ;
- Elles sont génératrices de la valeur ajoutée et créatrices de nombreux emplois industriels.

#### ✓ **Commercialisation des produits agricoles :**

Jean-Baptiste Say disait : « L'offre crée sa propre demande ». On ne peut parler de la production sans envisager l'opération de vente ou de commercialisation. L'offre des produits incite les consommateurs (demandeurs) à l'achat. Les préoccupations des vendeurs ainsi que les souhaits des acheteurs doivent s'exprimer sur les marchés qui sont les lieux de rencontre des uns et des autres.

Le but de tout marché agricole est de mettre en contact les candidats vendeurs et acheteurs ; en d'autres termes, c'est de confronter l'offre et la demande. Le prix est donc l'élément qui permet aux uns et aux autres de satisfaire leurs désirs. Si au départ, chacun des intervenants exprime une préférence concernant le niveau de prix ; à un certain moment, la négociation se termine par un prix d'équilibre accepté par le vendeur et l'acheteur. Le prix d'équilibre détermine par conséquent la quantité échangée de commun accord.

Il ne suffit pas qu'il y ait marché, c'est-à-dire confrontation de l'offre et de la demande, faut-il encore savoir comment fonctionne ce marché. Etant donné que les produits agricoles ne présentent pas toujours les mêmes caractéristiques, on admet par conséquent l'existence de plusieurs marchés. Le marché du riz n'a rien à voir avec celui du maïs, et encore moins avec celui des légumes. Mais, une meilleure organisation du marché est fonction de la qualité des infrastructures physiques nécessaires à la commercialisation des produits.

### ✓ **Le progrès technique :**

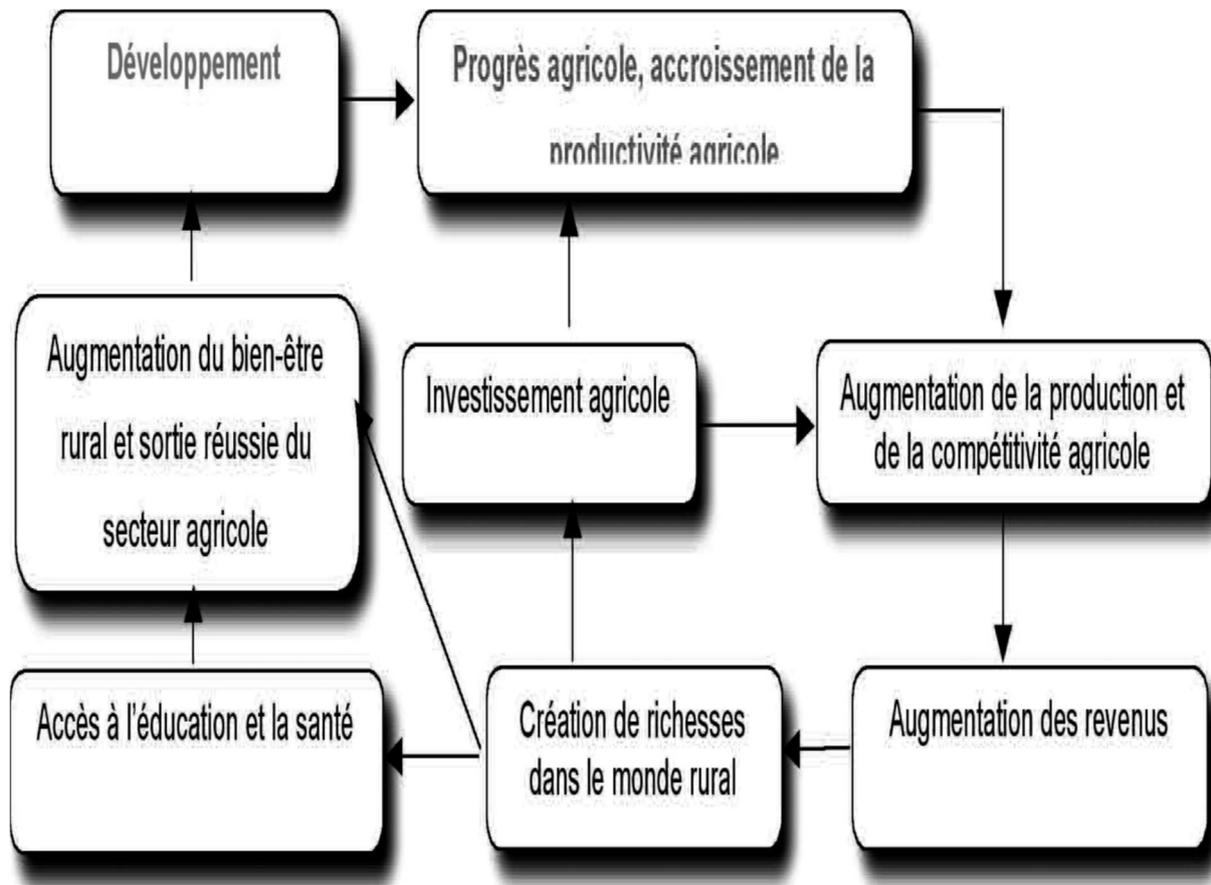
Le progrès technologique a véritablement révolutionné l'agriculture dans le monde, et en particulier dans les pays du Nord. Les nombreuses recherches dans le domaine de la génétique, de la physiologie, de la phytopathologie, de la médecine vétérinaire, de la technologie, de la gestion des exploitations, etc. ont permis d'accroître de façon considérable la productivité du travail agricole et le volume de l'offre ainsi que la qualité des produits destinés à la consommation finale.

En Afrique subsaharienne, la connaissance de l'offre requiert une analyse approfondie de la production agricole, mais aussi de tous les facteurs susceptibles d'influencer la performance des agriculteurs. L'offre globale en produits vivriers tout comme l'offre d'un produit spécifique (le riz, par exemple) peuvent dépendre notamment :

- du volume de la production, résultat de la combinaison plus ou moins efficace des facteurs de production et de la réceptivité des agriculteurs au progrès technologique ;
- des prix des autres produits pratiqués sur les marchés ;
- de l'état des infrastructures de communication et des moyens de transport utilisés pour l'évacuation des produits.

La contribution de l'agriculture à la croissance économique peut être schématisée comme suit :

**Figure 1 : La contribution de l'agriculture à la croissance économique**



**Source:** Le Roy, 1983. *Planification et agriculture*, p.57<sup>6</sup>

<sup>6</sup> Le Roy, 1983. *Planification et agriculture*, Edition [www.persée.com](http://www.persée.com), p. 57

## **CHAPITRE II : GRANDS ENJEUX ET LES LIENS DE L'AGRICULTURE AVEC D'AUTRES SECTEURS**

Ce chapitre essaie de monter les grands enjeux de l'agriculture ainsi que ses liens avec d'autres secteurs. Il est à souligner que seuls les secteurs les plus indispensables à l'agriculture sont à considérer comme l'eau, la foresterie et l'océan. Il s'avère important d'analyser ces enjeux et ses liens avec d'autres secteurs pour démontrer l'importance de place qu'elle tient.

### I- Epuisement des ressources et changement climatique

Le premier enjeu se réfère à la notion de l'« agriculture durable » qui se définit par une production agricole économiquement viable, socialement équitable, et qui ne nuit ni à l'environnement ni à la santé. On reconnaît que les progrès de l'agriculture conduisent à une augmentation importante de la productivité. (ANNEXE 1)

Aujourd'hui, cette évolution atteint ses limites avec le plafonnement des rendements depuis la fin des années 1990, l'épuisement des ressources nécessaires à la production agricole (énergie, sols, biodiversité), la dégradation des milieux (eau, air), et les impératifs du changement climatique.

#### a. Epuisement des ressources :

- Les ressources en eau sont fortement dégradées, en quantité comme en qualité. Sur le plan quantitatif, la question de la gestion de la sécheresse se pose autant à court terme en cas de situation de crise, qu'à long terme dans le contexte du changement climatique. (ANNEXE 2)
- La biodiversité cultivée est considérablement réduite avec l'abandon de nombreuses espèces cultivées et élevées, et la perte de diversité génétique au sein de chaque espèce, liée à la standardisation et à la simplification des systèmes de production. (ANNEXE 3)
- Les sols agricoles sont menacés en quantité et en qualité. La surface est en permanence réduite par l'urbanisation qui détruit en moyenne plusieurs km<sup>2</sup> de sol par an. L'érosion des sols constitue également une perte importante.

Parallèlement, de nombreux sols se sont appauvris en phosphore indispensable à la croissance des plantes, et en matière organique qui contribue à la stabilité, à la richesse en minéraux, et à la capacité du sol à réguler la teneur en eau.

- L'énergie nécessaire à la production des engrais minéraux et à la mécanisation, est un élément clé de l'essor de la productivité. C'est aujourd'hui une ressource dont l'utilisation doit être raisonnée pour optimiser l'efficacité énergétique de la production agricole.
- La ressource humaine est un sujet d'alerte grandissant, car les vocations et les compétences manquent pour reprendre des exploitations agricoles de plus en plus grandes et complexes à gérer.

#### b. Le changement climatique :

C'est un enjeu majeur pour l'agriculture. En effet celle-ci y contribue fortement, et le subit en tout premier lieu. Elle y contribue en libérant des gaz fortement contributeurs au réchauffement climatique : le méthane produit par les animaux ruminants, et le protoxyde d'azote dégagé lors de l'épandage des engrais minéraux. L'énergie consommée pour la production des engrais minéraux contribue également à l'accumulation de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. En contrepartie, l'agriculture est une des rares activités économiques qui permet de fixer le carbone et l'azote atmosphériques. L'objectif est donc de maximiser cette fonction de fixation, et de réduire au maximum les émanations.

L'agriculture subit le changement climatique par la fréquence des incidents climatiques extrêmes qui perturbent la production, et par l'apparition de nouvelles maladies des cultures et des animaux.

#### II-Liens de l'agriculture avec d'autres secteurs :

L'agriculture a des liens fonctionnels avec de nombreux autres secteurs. Elle est liée, entre autres, aux secteurs décrits ci-dessous :

##### 1-Le développement du secteur privé :

Dans les pays en développement, les petits exploitants agricoles des zones rurales représentent souvent le plus important segment du secteur privé. La faiblesse des politiques, des marchés, des infrastructures et des institutions empêche ces agriculteurs d'exploiter pleinement leur ferme. Il est indispensable de créer un climat favorable à l'agriculture. Par

exemple, des marchés agricoles bien administrés peuvent soutenir une économie rurale et encourager les entreprises agro-alimentaires et la prestation de services ruraux.

## 2-L'eau :

L'eau, ressource indispensable à l'agriculture, a joué un rôle central dans le développement de ce secteur. Toutefois, elle est rare et inégalement répartie tant à l'échelle régionale que chez certaines populations isolées. L'agriculture est la plus grande consommatrice d'eau, retranchant plus de 70 % de l'eau douce dépensée sur la planète et de 87 % à 95 % de l'eau consommée dans les pays en développement<sup>7</sup>. L'utilisation actuelle de l'eau pour l'agriculture risque de n'être pas durable vu la rareté de la ressource et la concurrence d'autres secteurs (consommation humaine, santé, assainissement et industrie). De nouvelles techniques sont donc mises à l'essai pour faire une meilleure utilisation de l'eau, et le besoin s'impose d'innover sur d'autres plans, par exemple en mettant au point des végétaux consommant peu d'eau.

## 3-La foresterie

Les êtres humains trouvent depuis toujours refuge, nourriture, combustible, médicaments et matériaux de construction dans la forêt. Ils y trouvent aussi depuis moins longtemps de nouveaux biens et services tels que des produits pharmaceutiques, des matières premières, des loisirs et le piégeage du carbone. Aujourd'hui, les forêts ne couvrent plus que 24 % des terres émergées de la planète, les pays en développement enregistrant une perte nette.<sup>8</sup>

Si le problème du déboisement n'est pas facile à régler, il reste qu'une agriculture durable aidera les êtres humains à continuer de s'approvisionner en biens et services traditionnels et nouveaux dans la forêt.

## 4-Les océans :

Les océans offrent une possibilité de développement à une bonne partie des habitants des pays les moins avancés. Tout comme la production laitière, l'exploitation des océans permet d'y puiser des ressources et d'en tirer un revenu à longueur d'année, ce qui contribue au bien-être social et économique d'importantes tranches de populations rurales et urbaines.

---

<sup>7</sup> Cochet H., 2005. *L'agriculture comparée, genèse et formalisation d'une discipline scientifique*, p.124

<sup>8</sup> Dufumier M., 2007. *Agriculture comparée et développement agricole*, p.131

Le poisson, avec sa teneur élevée en protéines, enrichit l'alimentation de base des pauvres, qui n'en contient pas assez, bien souvent. Environ 50 millions de femmes travaillent dans le secteur des pêches. L'accès aux ressources dans les zones d'exclusion de 200 milles au large des États côtiers a créé de nouveaux débouchés et a donné à ces pays la maîtrise de précieuses ressources sociales et économiques<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> Dufumier M., 2012. *Famine au Sud, Malbouffe au Nord*. Editions Nil, p.45

### **CHAPITRE III : EVOLUTION DES ROLES DE L'AGRICULTURE A L'ORIGINE DU CONCEPT DE MULTIFONCTIONNALITE**

L'objet de ce chapitre est de montrer l'évolution des rôles attribués à l'agriculture qui est à l'origine du concept de multifonctionnalité.

I-Originine du concept de multifonctionnalité de l'agriculture :

Pendant longtemps, le principal rôle de l'agriculture était de nourrir les Hommes. Il s'agissait en premier lieu de subvenir aux besoins alimentaires de sa famille puis du pays. Avec le développement d'activités non agricoles et des échanges commerciaux, l'agriculture devint également une activité économique importante.

Les politiques de développement agricole ont donc eu essentiellement comme objectif d'accroître la productivité de l'agriculture. Cette modification de l'agriculture a permis d'assurer l'approvisionnement en nourriture. Mais ce productivisme a rapidement montré ses limites.

La surproduction a entraîné des excédents coûteux pour le contribuable et déstabilisateurs pour l'économie agricole des pays du Sud où ces excédents subventionnés étaient exportés. Par ailleurs, l'intensification de l'agriculture s'est accompagnée d'une dégradation des milieux et des ressources naturelles dans de nombreuses régions mettant en cause la durabilité de ce type d'agriculture. Les deux principaux rôles de l'agriculture (production de denrées alimentaires garantissant la sécurité alimentaire et moteur économique) ont ainsi perdu de leur intérêt auprès de la société. En outre, avec la mondialisation des échanges, l'approvisionnement en denrées devint relativement aisé et la couverture des besoins alimentaires pouvait donc être comblée par d'autres moyens que l'agriculture nationale. D'autre part, le coût du maintien et de la protection de l'activité agricole en faisait une activité économique moins rentable. Les besoins des consommateurs ont également évolué : ce n'est plus l'approvisionnement de masse que ceux-ci recherchent mais une alimentation de qualité, sûre et produite en respectant l'environnement.

De nombreuses interrogations ont émergé face à ces difficultés jusqu'à remettre en cause l'intérêt de l'activité agricole, certains souhaitant qu'on laisse faire les lois du marché, ce qui entraînerait la diminution de la surface agricole et du nombre d'agriculteur.

A partir de ces prises de conscience ont émergé de nouveaux rôles de l'agriculture qui ont conduit aux nouveaux concepts de développement durable et de multifonctionnalité.

## II- Principes de la multifonctionnalité :

Le concept de multifonctionnalité permet de redéfinir la complexité et la richesse des « missions » de l'agriculture (Hervieu, 2002). Il correspond à la « capacité des systèmes agricoles à contribuer simultanément à la production agricole et à la création de valeur ajoutée, mais aussi à la protection et à la gestion des ressources naturelles, des paysages et de la diversité biologique, ainsi qu'à l'équilibre des territoires et à l'emploi ».

Le terme multifonctionnalité est en fait sous lequel sont regroupées les trois fonctions de l'agriculture : économique, environnementale et sociale. Ce concept redéfinit donc la place de l'agriculture dans la société et ses finalités et sous-entend une nouvelle définition du métier d'agriculteur qui devient plus spécialisé et plus complexe.

La reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture implique également la prise en compte de différentes sortes de richesses que l'on peut associer à chacun des rôles attribués à l'agriculture :

- ✓ des biens alimentaires ou non alimentaires (ex : biocarburant),
- ✓ des matières premières ou des produits transformés (identifiés, qualifiés et reliés à un territoire),
- ✓ des richesses matérielles ou immatérielles (tourisme rural, entretien des paysages, ...)
- ✓ des biens privés ou publics (environnement, protection des animaux, entretien de l'espace rural),
- ✓ des biens marchands ou non marchands.

La reconnaissance de la multifonctionnalité implique donc la prise en compte de la production des richesses non marchandes par l'agriculture. Celles-ci, utiles à la société, doivent être mises en valeur.

La multifonctionnalité interpelle ainsi les façons de produire, ce qui nécessite de constituer des connaissances sur les pratiques permettant de garantir une agriculture multifonctionnelle, et sur les conditions techniques, économiques, sociales et politiques de la mise en œuvre de ces pratiques.

### III-Enjeux de la multifonctionnalité :

La multifonctionnalité, comme le souligne Hervieu (2002), peut être reliée à l'idée selon laquelle l'agriculture est une activité aux multiples facettes que le seul marché ne peut gérer en totalité.

Dans le contexte de remise en cause des aides publiques à la production en Europe et dans le monde, le concept de multifonctionnalité est donc apparu comme une possibilité de légitimer des aides publiques découplées à l'agriculture. Ainsi, il a été repris au sein de l'Union Européenne où il a été intégré lors des accords de Berlin (1999) dans le deuxième pilier de la PAC concernant le développement rural. En outre, il sert d'argument à l'Europe lors des négociations de l'OMC en tant que concept permettant d'apporter des soutiens soit directement à l'agriculteur soit au travers d'aides conditionnées.

PARTIE II : PLACE DE  
L'AGRICULTURE A MADAGASCAR

*Les deux premiers chapitres essaient d'exposer les théories de développement inhérentes à l'agriculture et ses liens avec d'autres secteurs comme le secteur privé, l'eau, l'agroforesterie, l'océan notamment dans le monde rural. Le dernier chapitre de la première partie présente les différentes fonctions de l'agriculture appelées communément « La multifonctionnalité de l'agriculture ».*

*Vue la place de l'agriculture dans l'économie dans son ensemble, cette première partie permet alors de dire que l'agriculture pourrait contribuer au développement rural dans la mesure où ses fonctions sont convenablement mises en œuvre et sa place mise en valeur.*

*La partie qui suit sera focalisée sur l'étude de la place de l'agriculture à Madagascar à savoir la place de ce secteur dans l'économie nationale.*

## CHAPITRE I : PLACE DU SECTEUR AGRICOLE DANS L'ECONOMIE NATIONALE

I-Généralités sur la place du secteur agricole à Madagascar :

Madagascar est un pays essentiellement agricole. Les surfaces cultivées occupent moins de 5% de la surface totale. Si les sols deviennent de moins en moins fertiles, la dégradation de la couverture végétale va accélérer le phénomène d'érosion et de lessivage. Ainsi, 200 000 hectares de forêts disparaîtront chaque année. Les quelques 3 millions d'hectares cultivés se répartissent de la façon suivante :

*Tableau 1 : Répartition des surfaces cultivées selon le type de culture*

Types de culture	Pourcentage des surfaces occupées
<b>Riz paddy</b>	45%
<b>Autres cultures alimentaires</b>	40%
<b>Café</b>	7%
<b>Vanille, girofle, poivre</b>	3%
<b>Coton</b>	>1
<b>Canne à sucre</b>	>1
<b>Autres</b>	3

Source : INSTAT/DSM/EPM2005

Les techniques culturelles traditionnelles persistent et ne permettent que de faibles rendements. Le secteur primaire occupe la première place dans l'économie nationale et emploie plus de 70% de la population active. Il est à l'origine de 80% des recettes à l'exportation. Les régions prospères sont les dépressions alluviales de l'Imerina et du Betsiléo. L'aliment de base des malagasy est le riz.

### 1-Exportation des produits agricoles:

La tendance des marchés internationaux pénalise les efforts d'exportation. Les ventes, la plupart des produits agricoles, subissent une dégradation des termes de l'échange: il y a une tendance régulière des cours à la baisse sur les marchés internationaux. L'exemple de la chute vertigineuse du prix de la vanille depuis une décennie est un exemple concret. De plus, certains produits agricoles malagasy se heurtent aux politiques protectionnistes de certains pays développés.

On sait bien qu'à Madagascar, sous l'influence du climat tropical chaud et humide, les sols sont fertiles et favorables à l'agriculture. Quel que soit le bouleversement climatique, Madagascar a toujours des produits agricoles à vendre et même à exporter. Le problème se trouve surtout au niveau de la commercialisation, de l'acheminement et autres contraintes logistiques.

### 2-L'agriculture, source de revenu pour la majorité de la population rurale:

L'agriculture contribue aux marchés de matières premières que ce soit pour les IAA (Industries Agroalimentaires) ou pour les autres activités économiques : les produits agricoles sont directement écoulés sur le marché. C'est le cas des produits alimentaires car c'est la masse qui accède sur ce marché, c'est aussi un revenu généré par l'agriculture. Ceci est le cas qui se présente fréquemment dans les PED comme Madagascar.

Bref, l'agriculture occasionne plusieurs types de revenus destinés à toutes les classes sociales.

## II- Caractéristiques sociodémographiques de la population agricole :

L'importance particulière de la connaissance des caractéristiques sociodémographiques de la population agricole réside dans le fait qu'elles peuvent agir directement à la fois dans la production agricole et dans la consommation des produits agricoles.

La population agricole est l'ensemble de tous les membres des ménages agricoles ceux-ci étant définis à leur tour comme ceux ayant exploité au moins une parcelle au cours de l'année.

En termes de poids de la population agricole dans la population totale, Fianarantsoa est le plus agricole, 92% de sa population sont des agriculteurs. Il est suivi de Toamasina (91%), Antsiranana (90%), Toliary (84%), Mahajanga (83%) et enfin Antananarivo avec seulement 72% d'agriculteurs dans l'ensemble de sa population.<sup>10</sup>

- ✓ *Une population agricole jeune à domination légèrement masculine* : La domination des femmes dans le secteur agricole malagasy, reconnue souvent comme une des caractéristiques communes des secteurs agricoles, ne s'est pas manifestée à travers les résultats de recherche. Le taux de féminité est de l'ordre de 0,997. Mais la situation varie selon le lieu considéré. Si les femmes sont légèrement minoritaires dans la population agricole d'Antananarivo, Fianarantsoa et Toliary, elles occupent un poids relativement important dans les trois autres districts: Toamasina, Mahajanga et surtout Antsiranana où le taux de féminité atteint 1,068. Ces résultats se rapprochent de la structure de la population totale<sup>11</sup>.

Tableau 2 : Age moyen, âge médian et taux de féminité par région

Region	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Madagascar
Age moyen	20.7	22.0	20.3	21.7	21.5	22.6	21.3
Age médian	16	17	16	17	16	17	16
Taux de féminité	0.962	0.987	1.039	1.017	0.962	1.068	0.997

**Source:** INSTAT/DSM/EPM 1993

<sup>10</sup> Droy I., 1993. *Les conditions de réussite du processus de transition de l'économie malgache : approche qualitative*, Projet MADIO, p.76

<sup>11</sup> Droy I., 1993. Op. Cit. p.79

✓ *La population agricole malagasy est jeune :*

Plus de 45% de cette population ont moins de 15 ans et plus de 56% moins de 20 ans. L'âge moyen varie entre 20 ans et 23 ans et l'âge médian entre 16 ans et 17 ans. La structure de la pyramide des âges marque la croissance forte et stable de la population agricole.<sup>12</sup>

✓ *Famille élargie largement conservée et mouvements migratoires très limités :*

La taille moyenne des ménages agricoles est de 4,8 personnes. La composition des ménages reflète la conservation dans le monde agricole de la coutume malagasy de vivre en famille élargie. Seuls 4% des ménages agricoles sont des familles nucléaires. Les enfants mariés restent souvent sous l'autorité de leurs parents. Ce qui fait que l'âge moyen des chefs de ménages est élevé atteignant 42 ans. La proportion des ménages dirigés par des femmes est aussi relativement importante de l'ordre de 20%.<sup>13</sup>

Ce mode vie constitue un facteur essentiel qui facilite le transfert des activités agricoles entre les parents et leurs descendants. L'analyse de la mobilité intergénérationnelle des activités agricoles montrent que la plupart des ménages agricoles sont issus d'une famille agricole.

La tradition malagasy donne une importance particulière à la terre des ancêtres. C'est un facteur déterminant qui explique la rareté des mouvements migratoires de la population agricole. Quelque soit la région considérée, plus de 90%<sup>12</sup> de ses agriculteurs sont originaires (natifs) de cette même région. Plus de 98% des individus de 10 ans et plus ont déclaré de ne pas avoir effectué une migration saisonnière<sup>13</sup>. Pour ceux qui ont quitté momentanément leurs familles durant la campagne, les études constituent la principale raison de la migration.

✓ *Faible niveau d'instruction :*

Le niveau d'instruction des actifs est un facteur déterminant dans le comportement productif et le développement d'un secteur d'activités. Concernant le secteur agricole malagasy, la faiblesse du niveau d'instruction de la population agricole constitue un de ses handicaps majeurs. Sur l'ensemble de la population agricole de 6 ans et plus, 66% ont

---

<sup>12</sup> Journal mensuel des paysans de Madagascar, 2003. *Paysan en action*, p.20

<sup>13</sup> Journal mensuel des paysans de Madagascar, 2003. *Repères économiques et sociaux de Madagascar*, p.12

fréquenté l'école et la durée d'études moyenne atteint 2,4 ans.<sup>14</sup> Plus de 87% se sont arrêtés à l'école

L'analyse du taux de fréquentation scolaire (proportion des gens ayant fréquenté l'école) suivant l'âge met en évidence l'évolution de la politique menée dans le domaine de l'éducation nationale à Madagascar. Le taux atteint son niveau maximum pour le groupe d'individus entre 20 et 30 ans. Ce qui correspond à la période de l'éducation de masse au cours des années 70.<sup>15</sup>

Les ménages agricoles n'ont pas pu échapper à la crise économique qui fait augmenter le coût d'opportunité de l'éducation. Ils préfèrent que leurs enfants leur aident pour gagner immédiatement des revenus supplémentaires plutôt que de dépenser à des investissements éducatifs trop risqués. Le taux de redoublement est assez élevé mettant en lumière la dégradation du système éducatif national en général. La situation est meilleure dans la région d'Antananarivo où plus de 84% ont reçu des formations scolaires avec une durée moyenne d'études de 4,7 ans<sup>16</sup>. A l'autre extrémité se trouve la région de Toliary où le taux de fréquentation scolaire ne dépasse pas 39% avec une durée moyenne d'études de 1,1 an. Résultats qui reflètent l'inégalité des différentes régions en termes d'infrastructures scolaires.<sup>17</sup> Tableau 3 : Taux de fréquentation scolaire et durée d'études moyenne par région :

Région	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliary	Antsiranana	Madagascar
Taux de fréquentation	83.6	59.8	69.7	59.8	38.80	73.6	66.3
Durée d'études moyenne	4.7	1.6	2.1	2.1	1.1	2.9	2.4

**Source :** INSTAT/EPM 1993.

<sup>14</sup> INSTAT, 1999. *Enquête Agricole de Base*, in <http://www.maep.gov.mg/donstatpop.htm>, consulté le 16/02/2015.

<sup>15</sup> INSTAT, 1999. Op. Cit, consulté le 16/02/2015.

<sup>16</sup> INSTAT, 1999. Op. Cit, consulté le 16/02/2015.

<sup>17</sup> INSTAT, 1999. Op. Cit, consulté le 16/02/2015.

### III-Facteurs de production de l'agriculture :

On distingue habituellement quatre facteurs de production utilisés dans les activités agricoles: le travail, la terre, l'équipement et le bétail. L'étude de l'allocation de ces facteurs entre les différentes activités à partir d'enquêtes auprès des ménages agricoles pose de nombreux problèmes, principalement liés aux caractéristiques des unités de production agricoles malagasy. Celles-ci sont en effet nombreuses, assez hétérogènes, produisent généralement plusieurs cultures et emploient principalement de la main-d'œuvre familiale. Elles sont par ailleurs caractérisées par des niveaux d'équipement assez faibles.

#### ✓ *Le travail : l'importance du travail non salarié et de la pluriactivité :*

Les travailleurs indépendants et les aides familiaux représentent 96% des actifs employés dans le secteur agricole : il s'agit de travail familial qui n'est pas rémunéré par un salaire. 61% des aides familiaux sont des femmes, tandis que 66% des travailleurs indépendants sont des hommes, ce qui illustre la plus forte dépendance de la population féminine.<sup>18</sup> Par ailleurs, le statut des actifs agricoles évolue avec l'âge, ce qui peut naturellement s'interpréter en termes de cycle de vie professionnel: les actifs âgés de 7 à 25 ans sont en majorité des aides familiaux tandis que les actifs plus âgés sont en majorité des travailleurs indépendants.<sup>19</sup>

La salarisation à titre principal concerne moins de 4% des actifs agricoles. Cependant cette différenciation des statuts sous-évalue le salariat agricole car celui-ci constitue une activité complémentaire pour 837 000 individus soit 15,5% des actifs agricoles.<sup>20</sup>

La pluriactivité concerne 3 398 000 personnes, soit 50% des actifs<sup>21</sup>. Le secteur primaire hors agriculture, où l'on trouve en particulier les branches pêche et sylviculture constitue typiquement un secteur d'activité complémentaire puisque 399 000 actifs y exercent leur deuxième activité contre 123 000 seulement au titre de l'activité principale.<sup>22</sup> Quant au

---

<sup>18</sup> INSTAT, 1985. *Recensement National de l'Agriculture*, in <http://www.maep.gov.mg/donstatpop.htm>, consulté le 16/02/2015.

<sup>19</sup> INSTAT, 1996. *Enquête Agricole*, in <http://www.maep.gov.mg/donstatpop.htm>, consulté le 16/02/2015.

<sup>20</sup> INSTAT, 1999. Op. Cit, consulté le 16/02/2015.

<sup>21</sup> INSTAT, 1999. Op. Cit, consulté le 16/02/2015.

<sup>22</sup> INSTAT, 1985. Op. Cit, consulté le 16/02/2015.

secteur industriel et artisanal, 332 000 actifs y exercent une activité complémentaire, contre 339 000 au titre de l'activité principale.<sup>23</sup>

- ✓ *La terre : des modes d'accès dominés par l'héritage et l'importance des cultures associées*
- ✓ *L'équipement*
- ✓ *Le cheptel : le bétail peut être considéré à la fois comme capital et comme produit de l'élevage. Le capital animal est ici estimé à partir des déclarations des ménages concernant le nombre de têtes qu'ils possèdent et leur valeur.*

### III-Modes d'exploitation :

A Madagascar où plus de 70% de la population vivent de l'agriculture. <sup>24</sup>Différentes approches ont été menées au cours des décennies pour promouvoir le secteur et afin de dynamiser l'économie nationale. Pourtant, l'agriculture reste généralement dominée par les types d'exploitations rattachés à de longues traditions : exploitations familiales utilisant la force manuelle des membres de la famille, peu d'équipement, beaucoup de travail, des procédés traditionnels, une polyculture. On peut dire que la petite culture est techniquement sous-équipée et économiquement suréquipée. Sous-équipée car l'exploitation n'arrive pas à réunir tous les matériels dont elle a besoin ; suréquipée dans la mesure où les matériels insuffisants ne sont pas utilisés de manière rationnelle.

Dans le passé, des mesures de redressement ont été prises et ont concernées les techniques de production sans se soucier réellement les problèmes de débouché. Pourtant la question du débouché constitue l'un des problèmes qu'on doit résoudre si on veut promouvoir l'agriculture et la faire partie intégrante de l'économie.

L'agriculture malagasy qui est encore en phase de mutation, doit affronter une situation paradoxale : certaines populations sont sous-alimentées mais elles sont contraintes d'exporter leurs productions agricoles. Cette situation leur est imposée par la nécessité de se procurer de l'argent liquide afin de subvenir à d'autres nécessités.

---

<sup>23</sup> INSTAT, 1985. Op. Cit, consulté le 16/02/2015.

## 1-Agriculture familiale à Madagascar :

### a-Définition du terme agriculture familiale :

Selon les chercheurs, l'agriculture familiale est définie comme une des formes d'organisation de la production agricole regroupant des exploitations caractérisées par des liens organiques entre la famille et l'unité de production, ainsi que par la mobilisation du travail familial excluant le salarié permanent. Elle coexiste avec deux formes d'organisation de l'agriculture : l'agriculture d'entreprise qui regroupe des exploitations mobilisant exclusivement du travail salarié et dont le capital d'exploitation est détenu par des acteurs publics ou privés déconnectés des logiques familiales. L'agriculture patronale qui, pour sa part, regroupe des exploitations se distinguant par un recours structurel au travail salarié permanent en complément de la main-d'œuvre familiale, mais dont le capital d'exploitation est majoritairement familial. La prise de décision est familiale.

### b-Sa place :

Comme beaucoup d'autres pays du Sud, Madagascar possède une forte croissance démographique de la population rurale. Toutefois, l'exode rural ne concerne qu'une partie de cette population, tandis que les secteurs secondaires et tertiaires ne sont pas capables de suivre cette croissance démographique. De par cette situation, l'agriculture constitue un des meilleurs moyens pour créer des emplois massifs. Compte tenu du volume restreint des investissements dans l'entreprise agricole, ou l'agrobusiness, l'agriculture familiale est la mieux placée pour résoudre le problème de création d'emplois.

En 2005, 2,5 millions d'exploitations agricoles ont été recensées, dont 99% étaient des exploitations familiales avec plus de 95% des terres cultivées et possédant plus de 97% du cheptel. Selon les statistiques disponibles, l'agriculture familiale représente 30% du PNB<sup>24</sup>. Dans le monde, elle touche 40% de la population. Ce type d'agriculture présente également des avantages dans divers domaines. A titre d'exemple, la rémunération est moindre qu'à l'extérieur. Selon les techniciens, il s'agit d'une grande force car le secteur bénéficie d'une certaine souplesse pour faire face aux crises. Par ailleurs, l'agriculture familiale contribue à l'aménagement du paysage. Une politique agricole nationale qui soutient l'agriculture

---

<sup>24</sup> INSTAT, 2005. Op. Cit, consulté le 16/02/2015.

familiale et qui défend les exploitations familiales vulnérables est mise en place. Cela dans le but d'apporter un soutien en vue de relever les défis.

#### IV-Rôles de l'agriculture en milieu rural à Madagascar :

##### 1-Importance économique et sociale de l'agriculture :

L'agriculture s'avère de première importance du point de vue économique et social à Madagascar, générant environ 26 % du PIB et employant environ 78 % de la population économiquement active. Comme les opportunités d'emplois se développent très lentement dans les autres secteurs, le bien-être de la majorité de la population malagasy restera encore lié à l'agriculture dans le court et moyen terme. Pourtant, la croissance dans le secteur agricole s'est montrée décevante au cours de ces dernières décennies.

Depuis 1960, la valeur ajoutée par habitant liée à l'agriculture a baissé en moyenne de 1 % par an, avec une mauvaise performance enregistrée dans les sous-secteurs de l'agriculture. Les gains en production alimentaire sont restés en deçà du rythme de croissance de la population, ce qui a amené l'augmentation des importations de produits vivriers et la baisse du niveau national d'autosuffisance alimentaire. Cette performance décevante explique pourquoi le secteur agricole n'est pas en mesure d'absorber les jeunes qui débouchent chaque année sur le marché du travail, venant s'ajouter aux chômeurs et augmentant la pression sur le gouvernement pour créer des opportunités d'emploi attractives.

Le développement agricole constitue une priorité fondamentale à Madagascar parce que le pays s'affronte à un grave problème de pauvreté rurale en dessous du seuil de pauvreté. Les indicateurs de développement pour le milieu rural paraissent en retard par rapport à ceux relatifs au milieu urbain : les revenus y sont plus faibles, le taux de mortalité infantile plus élevé, l'espérance de vie plus courte, l'illettrisme plus répandu, la malnutrition plus prévalent, et une plus grande proportion ne dispose pas d'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement améliorés.

Madagascar est un pays essentiellement agricole. Les surfaces cultivées occupent moins de 5% de la surface totale. Les sols deviennent de moins en moins fertiles et la dégradation de la couverture végétale a accéléré le phénomène d'érosion et de lessivage. Ainsi, 200 000 hectares de forêts disparaissent chaque année. Les techniques culturales traditionnelles persistent et ne permettent que de faibles rendements. Le secteur primaire occupe la première place dans l'économie nationale et emploie plus de 70% de la population active. Il est à l'origine de 80% des recettes à l'exportation. Madagascar importe du riz pour

pallier à l'insuffisance de la production locale. Les régions prospères sont les dépressions alluviales de l'Imerina et du Betsiléo.

Le tableau ci-dessous résume la situation du secteur agricole malagasy dans son ensemble :

Tableau 4 : La situation du secteur agricole malagasy

<i>Cultures d'exportation</i>	<i>Culture vivrières</i>	<i>Elevage de bovin</i>	<i>Statistique</i>	<i>Production annuelle</i>	<i>Forêt</i>
café, vanille , sucre de canne, clou de girofle, cacao, coton, sisal, noix de coco	riz, manioc, haricots, bananes, maïs, arachides	dans la partie occidentale de l'île qui est plus sèche, avec un cheptel de zébus de plusieurs centaines de milliers de têtes	Terre cultivées : 5.2% - Prairies : 58% - Population active agricole : 78.4% - Part de l'agriculture dans le P.N.B : 41%	Riz : 2 140 000 tonnes - Manioc : 2 400 000 tonnes - Pommes de terre : 270 000 tonnes - Canne à sucre : 1 700 000 tonnes - Café : 82 000 tonnes	26% - Bovins : 10 490 000 de têtes - Caprins : 1 300 000 de têtes – Ovins : 600 000 de têtes - Porcins : 1 600 000 de têtes

**Source :** Auteur, 2015.

## 2-Quatre rôles importants de l'agriculture dans le long terme :

a) Premier rôle : l'agriculture, un moteur majeur de croissance et de réduction de la pauvreté

Premièrement, l'agriculture peut devenir un moteur majeur de croissance et de réduction de la pauvreté. Avec les réformes politiques, les changements institutionnels et les investissements adéquats, la croissance du PIB agricole à Madagascar pourrait atteindre 5 % par an, ce qui contribuerait automatiquement à une croissance du PIB de 1 à 2 %. Des emplois seraient créés dans ce secteur hautement intensif en main d'œuvre et, par conséquent, les fruits de la croissance seraient largement partagés. La littérature économique a montré que la croissance agricole se révèle deux fois plus efficace que d'autres types pauvreté (Banque Mondiale, 2008). Cependant, il faut s'attendre à ce que les sources de cette croissance changent au cours du temps. Dans le court terme, les principaux facteurs de croissance seront l'augmentation de la production de produits vivriers de base, surtout le riz, le maïs, les tubercules (pomme de terre, manioc, patate douce) et le sorgho.

Les produits vivriers de base offrent les meilleures perspectives dans le court terme parce qu'ils sont déjà cultivés par la plupart des ménages ruraux et parce que leur productivité, encore faible, présente une marge de progression intéressante.

A plus long terme, la permanence de la croissance agricole nécessitera une diversification vers des produits à plus haute valeur, tels que les fruits, légumes et épices, ainsi que la viande et les produits laitiers. La demande pour ce dernier groupe de produits sera générée, en partie, par la croissance des revenus des ménages dans le court terme, créant de nouvelles opportunités, y compris pour l'exportation.

b) Deuxième rôle : l'agriculture, **une source majeure de revenus d'exportation**

Deuxièmement, l'agriculture peut devenir une source majeure de revenus d'exportation.

L'impact de la crise mondiale de 2008 sur les prix des aliments a rappelé la fragilité de l'approvisionnement alimentaire mondial, après une période relativement longue de récoltes abondantes et de surplus chroniques des stocks sur les marchés de produits vivriers internationaux. Depuis, les cours mondiaux sont redescendus et semblent se stabiliser, mais la plupart des experts s'accordent à penser que la tendance à la hausse devrait réapparaître en raison des déficits structurels au niveau de la production mondiale. Cette pression devrait

s'exercer sur les prix du riz (parce que la partie commercialisée de la production mondiale de riz est relativement faible, ce qui implique qu'une croissance modeste de la demande donnera lieu à de fortes augmentations de prix) et du maïs (parce que la croissance rapide de revenus en Asie alimente la croissance exponentielle de la consommation de viande qui, à son tour, explique l'explosion de la demande en maïs pour l'alimentation animale). Avec son potentiel considérable pour développer la production de ces deux céréales, Madagascar peut très rapidement devenir un acteur majeur sur les marchés mondiaux. Les terres fertiles non exploitées sont encore nombreuses et la productivité peut être augmentée par des actions ciblées sur les intrants et les équipements. Ces avantages ne sont pas passés inaperçus et, ces dernières années, plusieurs investisseurs nationaux et étrangers ont montré de l'intérêt pour l'agro-industrie. Les opportunités existent non seulement pour le riz et le maïs, mais également pour d'autres produits à faible valeur qui sont produits à grande échelle comme le blé, les oléagineux, les biocarburants et les aliments pour animaux. Des niches peuvent être développées pour des produits à haute valeur, comme les fruits et légumes, la vanille et les épices. Si ces opportunités peuvent être exploitées avec succès, Madagascar pourrait redevenir le pays exportateur agricole qu'il était dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Les marchés potentiels représentent non seulement les destinations traditionnelles pour les produits à valeur élevée (l'Europe, l'Amérique du nord, sans oublier le Japon et les pays du Moyen-Orient) mais aussi les marchés en rapide expansion comme ceux d'Asie et de la sous région pour des produits vivriers à faible valeur et ceux destinés à l'alimentation animale.

#### C-Troisième rôle : l'agriculture **améliore la sécurité alimentaire**

Troisièmement, l'agriculture peut conduire à l'amélioration de la sécurité alimentaire, à la fois pour l'ensemble du pays et pour chaque ménage. A la suite d'une longue période d'abondance sur les marchés mondiaux, la crise de 2008 a montré que les risques de pénurie demeurent d'actualité. Au plus fort de la crise, plusieurs pays producteurs avaient restreint leurs exportations, ce qui avait provoqué une flambée des prix et des pénuries alimentaires menant à des poussées de violence dans de nombreux pays importateurs dont les réserves alimentaires stratégiques étaient épuisées. Madagascar avait eu de la chance d'échapper aux différents effets de la crise alimentaire mondiale, en partie parce que ses importations ne représentent que 10 % de ses besoins de consommation en riz, mais également parce que le Gouvernement avait pris des mesures pour intensifier les cultures de riz (notamment pendant la contre-saison), ce qui avait eu pour résultat une récolte inhabituellement bonne cette année-là. Bien qu'il soit impossible de savoir si des crises alimentaires se reproduiront dans l'avenir, le développement du secteur agricole en général, et du secteur rizicole en particulier, réduira la vulnérabilité du pays aux fluctuations de l'approvisionnement alimentaire mondial. Dans la

mesure où la majorité des ménages continueront à travailler dans des activités agricoles, une hausse de la production conduira à une augmentation des réserves pour l'autoconsommation, ce qui réduira la vulnérabilité de ces ménages.

d- Quatrième rôle : l'agriculture contribue à la gestion des ressources naturelles :

Quatrièmement, l'agriculture peut contribuer à la gestion durable des ressources naturelles. En tant qu'utilisateur majeur de ressources naturelles, l'agriculture exerce de multiples impacts sur l'environnement. Beaucoup de ces impacts sont négatifs : la baisse des réserves en eau, la dégradation des sols et le déboisement. Mais l'agriculture peut aussi avoir des impacts positifs sur les ressources naturelles si leur préservation est prise en compte dans une optique de long terme. Les producteurs agricoles doivent devenir des fournisseurs majeurs de services environnementaux, en privilégiant le maintien de la fertilité des sols, la séquestration de carbone, la protection des bassins versants et la préservation de la biodiversité. A cause de ces nombreux liens, l'agriculture peut et doit jouer un rôle critique dans les efforts déployés pour garantir la pérennité des ressources naturelles du pays.

Ces quatre rôles cités ci-dessus démontrent que l'agriculture tient une place très importante dans la vie économique de la Grande Ile. C'est dans ce sens même qu'elle pourrait contribuer au développement rural. Mais quelques facteurs constatés empêchent l'agriculture de contribuer convenablement au développement rural : c'est l'objet du chapitre qui suit.

## **CHAPITRE II : FACTEURS EMPECHANT L'AGRICULTURE DE JOUER SES ROLES**

I-Faiblesse de la productivité agricole :

La productivité agricole s'est développée plus lentement à Madagascar que dans la plupart des autres pays à potentiel agro climatique similaire. Avant le début de la Révolution verte asiatique, la moyenne des rendements rizicoles à Madagascar était identique à celle observée en Indonésie. Au cours des quarante dernières années, les rendements rizicoles en Indonésie se sont multipliés, alors qu'ils ont stagné à Madagascar (cf. graphique 2). Aujourd'hui, l'écart entre la moyenne des rendements réalisés par les agriculteurs et les rendements maximum atteignables dans des conditions expérimentales se trouve proche de 75 % à Madagascar contre 20 % en Indonésie.

La faiblesse de la productivité agricole à Madagascar peut être attribuée à de multiples causes sous-jacentes décrites ci-dessous :

- ❖ *L'utilisation de pratiques agricoles dépassées* : à cause des connaissances insuffisantes des producteurs en matière de technologies améliorées, et de la faiblesse des programmes de formation et de vulgarisation. L'expérience de nombreux pays montre que la manière la plus efficace de fournir des services de conseil et de vulgarisation consiste en l'adoption de systèmes pluralistes qui rassemblent les institutions publiques, les entreprises privées et les organisations de la société civile. Un tel système n'existe pas à Madagascar.
- ❖ *La disponibilité limitée et le coût élevé des intrants améliorés* (surtout les semences et les engrais), ce qui s'explique par le faible développement des systèmes de distribution d'intrants, le niveau élevé des coûts de transport et la faiblesse du secteur privé.
- ❖ *La faible utilisation de crédit pour la production* causée par le manque de demande effective de financement bancaire, d'une part, et d'une offre de service inappropriée, d'autre. De nombreux producteurs agricoles manquent des connaissances et des compétences nécessaires pour recourir au financement du secteur bancaire, et ceux qui en sont dotés sont considérés par des banques comme des clients non attractifs parce qu'ils ne peuvent fournir que très peu de garanties et parce qu'ils présentent des plans d'investissement pour les activités considérées comme risquées.

- ❖ *La déficience des infrastructures de production*, surtout des infrastructures d'irrigation, ainsi que des aires de séchage et des magasins de stockage. En outre, une des raisons majeures de la faiblesse de la productivité de riz réside dans le manque de maîtrise efficace de l'eau. La proportion de terres cultivées irriguées apparaît relativement élevée selon les normes mondiales - environ 31 % en 2005 - mais presque 3/4 des terres irriguées le sont par l'utilisation de micro-périmètres, généralement à faible maîtrise d'eau (INSTAT, 2008)
- ❖ *Le faible capital humain*. Les travailleurs agricoles souffrent d'une diminution de leur capacité physique (résultat de la mauvaise nutrition, de l'insuffisance des services ruraux de santé, et de la prévalence des maladies débilitantes) et d'un manque de compétences (attribuable au manque d'opportunités d'éducation pour la population rurale, en particulier d'opportunités de formation professionnelle).
- ❖ *L'absence de sécurité foncière*, due à un système qui repose depuis toujours sur les systèmes traditionnels d'allocation et d'administration de terre, lesquels découragent l'investissement dans les améliorations de la productivité, surtout l'irrigation et la construction de terrasses (cf. *Note sur la gestion du foncier*). Bien que 86 % de la terre utilisée pour l'agriculture soit classée propriété privée, seuls 8 % des chefs de ménage détiennent un titre formel de propriété pour leur terrain (INSTAT, 2008).
- ❖ *La dégradation des ressources naturelles*, due à l'utilisation de pratiques agricoles nuisibles à l'environnement et non durables, notamment les méthodes de culture sur brûlis utilisées pour le défrichage de terrain et l'agriculture itinérante (cf. *Note sur l'environnement*).

## II) Sous performance des marchés agricoles :

La médiocrité de la performance des marchés agricoles de Madagascar peut être attribuée à plusieurs causes sous-jacentes, dont deux méritent une attention particulière :

- Infrastructure inadaptée pour la commercialisation, notamment les infrastructures de transport, qui nuisent à l'intégration des marchés agricoles. Comme cela est mis en évidence, de nombreuses régions restent enclavées car le réseau routier existant se révèle sous-développé et mal entretenu. L'Indice d'Accès Rural pour Madagascar, défini comme le pourcentage de population rurale qui vit à moins de 2 km d'une route praticable toute l'année, est de 2,4 %, taux extrêmement faible comparé aux autres pays en développement (Banque Mondiale, 2009). L'entretien routier coûte cher, en partie à cause des dégâts causés par les fréquents orages et cyclones tropicaux.

- Climat des affaires non favorable qui décourage l'investissement privé, en particulier pour les petites et moyennes entreprises qui ne disposent pas des moyens financiers et humains pour faire face aux procédures règlementaires longues et coûteuses (cf. *Note sur le climat des affaires*). La majorité des opérateurs dans le secteur agricole restent confinés dans le secteur informel, ce qui les prive de l'accès au financement bancaire et aux programmes de soutien organisés par le Gouvernement. Ces pesanteurs administratives agissent également comme des barrières à l'entrée, et découragent l'arrivée des investisseurs potentiels. Des années de sous investissement expliquent que les marchés agricoles demeurent sous-développés, peu compétitifs, et trop souvent soumis à la manipulation d'un petit nombre d'acteurs économiquement dominants et politiquement protégés.

### III- Faiblesse des institutions, incohérence des politiques et mauvaise gouvernance :

Les institutions publiques opérant dans l'agriculture à Madagascar entre se trouvent fragmentées, insuffisamment pourvues de personnel qualifié, et gérées de manière souvent incohérente. La responsabilité des fonctions-clés est distribuée entre plusieurs ministères et agences, ce qui nuit à la mise en place d'une vision globale pour le développement du secteur.

Avant la crise politique, des progrès avaient été effectués dans l'élaboration d'une approche budgétaire programmatique intégrée, mais cet effort s'était ralenti à cause de l'alignement insuffisant du secteur sur une stratégie bien définie, de la carence d'un plan d'investissement entièrement budgétisé, et de l'absence d'un cadre de dépenses à moyen terme. L'éclatement du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche en trois ministères séparés augmente le risque de fragmenter encore plus le fonctionnement du secteur.

→ Inefficacité des politiques. Si les politiques agricoles à Madagascar ont varié au cours des années, leur trait commun a été le recours aux initiatives, programmes et projets ponctuels pour fournir des solutions immédiates à des urgences. Les politiques agricoles ont tendance à être modifiées au rythme des changements de dirigeants politiques. De nombreuses initiatives et programmes spéciaux, malgré leur bonne intention initiale, ont été financièrement non soutenables. Les participants œuvrant le long de la chaîne d'approvisionnement sont frustrés et soulignent fréquemment l'inefficacité des politiques du Gouvernement. La principale critique émane des agriculteurs, transformateurs et commerçants dans le sous-secteur du riz, notamment en raison des messages divergents du

Gouvernement concernant la production, l'importation et le commerce de ce produit stratégique. Le problème apparaît similaire pour d'autres sous-secteurs, par exemple ceux de la vanille et du letchi, où le gouvernement a introduit une politique de prix éloignée des règles du marché, relativement coûteuse et risquant d'introduire des incitations perverses pour les producteurs et négociants.

→ Faible gouvernance : La politique agricole à Madagascar n'est pas à l'abri des influences politiques, qui conduisent parfois à des comportements opportunistes plutôt qu'à l'adoption de mesures cohérentes visant à maximiser l'efficacité du secteur dans le long terme. Les exemples ne manquent pas, tels les récents efforts pour imposer des prix minimum à l'exportation pour les letchis et la vanille, ainsi que l'utilisation de campagnes de production qui ont favorisé excessivement des types particuliers d'engrais de production locale.

A travers ces facteurs qui empêchent l'agriculture de jouer son rôle dans sa contribution au développement rural, le chapitre suivant sera consacré sur quelques propositions de manières pour relancer l'agriculture afin qu'elle puisse réellement participer au développement rural à Madagascar.

### **CHAPITRE III : QUELQUES PROPOSITIONS DE MANIERES POUR RELANCER L'AGRICULTURE A MADAGASCAR**

Que faire et par où commencer pour s'attaquer aux nombreuses contraintes contribuant à la mauvaise performance du secteur agricole de Madagascar? Transformer l'agriculture de subsistance en vigueur aujourd'hui en une agriculture commerciale prospère et dynamique ne s'annonce pas facile, pour deux raisons principales.

Premièrement, la plupart des activités agricoles sont privées et, donc, les dépenses publiques ne peuvent stimuler leur croissance que de manière indirecte. Les politiques gouvernementales peuvent jouer un rôle de catalyseur dans la stimulation des investissements privés et des services, mais ces interventions doivent être ciblées de manière appropriée et programmées correctement, afin d'encourager plutôt que d'évincer les initiatives privées.

Deuxièmement, la transformation ne deviendra possible que lorsqu'un grand nombre de conditions préalables auront été remplies, toutes nécessaires, bien qu'aucune d'entre elles ne soit suffisante en elle-même. Ceci signifie qu'il n'existe pas de solutions rapides et simples pour relancer l'agriculture.

Pourtant, si la transformation du secteur agricole de Madagascar s'annonce énormément difficile, elle n'en demeure pas moins possible, et justifie une attention immédiate et soutenue de la part des décideurs politiques. Dans ce contexte, cinq actions prioritaires sont proposées pour une mise en œuvre immédiate, dans l'objectif d'aider à relancer l'agriculture dans le court terme.

#### I- Appui et amélioration des systèmes de distribution privés :

Une croissance soutenue de la productivité agricole requiert une innovation technologique continue, qui dépend (entre autres choses) de la disponibilité en temps utile des intrants tels que la semence, l'engrais et les produits chimiques pour les cultures. Les systèmes de distribution d'intrants menés par le secteur privé se sont montrés un véhicule approprié pour garantir cette disponibilité. Par le passé, la distribution d'intrants à Madagascar était effectuée par des agences publiques et des organismes paraétatiques avec des résultats plus que mitigés. Ce constat a poussé les autorités à élaborer une nouvelle stratégie nationale pour la semence et l'engrais, centrée sur les prestations de service du secteur privé, mais cette stratégie n'a pas encore été mise en œuvre.

→ *Semence*: La dissémination des variétés de semences modernes représente une des plus prometteuses sources de “gains rapides ” pour l’agriculture malagasy. Ces variétés modernes possèdent le potentiel d’accroître les rendements de pratiquement tous les principaux produits cultivés à Madagascar. La production et la commercialisation des semences sont, par nature, des activités commerciales, ce qui suggère que les efforts de renforcement des systèmes de distribution de semence devraient être menés par le secteur privé. En même temps, celui-ci peut avoir besoin de l’appui des autorités, notamment dans la phase initiale de ses activités. Cet appui pourrait se présenter sous deux formes: d’une part, des investissements publics qui réduisent les coûts de R&D des sociétés privées (par exemple, des investissements publics dans la recherche sur la phylogénétique et la production de semences de base), et d’autre part la promulgation de politiques qui favorisent l’émergence d’une filière de semence diversifiée et compétitive. Les actions spécifiques nécessaires dans ces deux domaines sont énoncées dans la Stratégie Nationale de Semence, récemment élaborée, dont la mise en œuvre a été stoppée par la crise politique.

→ *Engrais* : Le développement d’une filière engrais efficiente, rentable et compétitive nécessite un renforcement de la demande d’engrais et des circuits d’approvisionnement. La demande d’engrais demeure actuellement très faible à Madagascar, c’est pourquoi les actions entreprises pour améliorer l’approvisionnement n’aboutiront pas, à moins qu’elles ne soient accompagnées d’activités qui peuvent accroître la demande effective. Les interventions possibles comprennent des mesures qui peuvent améliorer la capacité des agriculteurs à accéder au crédit nécessaire pour acheter l’engrais, ainsi que l’utilisation de bons pour engrais, afin de rendre ce dernier accessible aux agriculteurs les plus pauvres. Il semble toutefois important que ces programmes restent limités dans le temps et que les subventions s’éliminent progressivement, au fur et à mesure que les quantités utilisées d’engrais augmentent et que la distribution commerciale devient rentable. Le programme d’urgence financé par la Banque Mondiale en 2008 pour promouvoir l’utilisation d’engrais pendant la crise alimentaire mondiale avait réussi à dynamiser la production, mais le programme s’est révélé très coûteux à cause d’inefficiences techniques et d’un taux très faible de remboursement des prêts, ce qui montre que le modèle de mise en œuvre mené par le secteur public n’est pas soutenable.

## II-Renforcement des compétences des agriculteurs :

L'amélioration des intrants, dont la semence et l'engrais, se doit d'être accompagnée par des programmes de formation auprès des agriculteurs, qui doivent apprendre à les utiliser.

Maintenir les agriculteurs bien informés et dotés des bonnes connaissances repose sur un système de vulgarisation et de perfectionnement. En l'absence d'un service public de vulgarisation agricole, la seule option pratique à Madagascar pour la prestation de services de vulgarisation réside dans le recours à des prestataires de services privés et d'ONG. Dans un sens, cette dépendance semble souhaitable car les services de vulgarisation fournis par un service public géré au niveau central, ont été, en général, discrédités. Au cours des dernières années, le

Gouvernement et plusieurs partenaires au développement ont essayé de promouvoir l'émergence de services de conseils privés en finançant la mise en place des *Centres de Services Agricoles (CSA)*, dont la fonction consiste à mettre en relation les producteurs avec les prestataires de services. La mise en place du réseau de CSA s'est ralentie pendant la crise politique, et il semble encore trop tôt pour évaluer cette initiative. Son succès à long terme dépendra de l'existence d'une forte demande effective pour les services agricoles, parce que sans demande effective, il n'existera guère d'incitations pour les prestataires de services privés à développer leurs activités.

Pour cette raison, il importe de continuer à appuyer l'approche CSA en soutenant les organisations de producteurs, en vue d'une utilisation payante des services de conseils, comme aujourd'hui via un certain nombre de projets de développement qui devraient être coordonnés à travers le *Fonds de Développement Agricole (FDA)*. Des efforts apparaissent également nécessaires pour renforcer les organisations de producteurs elles-mêmes, étant donné que celles-ci restent très peu développées à Madagascar par rapport à de nombreux autres pays (cf. *Note sur la recevabilité sociale*).

Reconnaissant le manque de capacité de la population rurale ciblée par les programmes de développement agricole, certains partenaires techniques et financiers ont engagé des ressources importantes dans une nouvelle initiative visant à renforcer les compétences de la main d'œuvre agricole. La plupart des interventions proposées ont été conçues pour décentraliser les activités de formation, en les déplaçant des établissements d'enseignement traditionnels, situés dans les grands centres urbains, vers les clients cibles

situés dans les zones rurales. L'idée consistait à mettre à la portée des communautés rurales des cours de formation professionnelle qui leur permettraient d'améliorer leurs compétences techniques dans la gestion d'exploitations agricoles commerciales et d'entreprises agro-alimentaires.

III-Identification des infrastructures les plus urgentes au niveau des exploitations :

Le manque d'infrastructures reste une contrainte majeure, en particulier celles liées à l'irrigation, à la transformation des produits agricoles, et au stockage des récoltes.

Contrairement à la perception largement répandue selon laquelle supprimer les contraintes relatives aux infrastructures nécessite forcément des investissements publics massifs et soutenus, l'expérience montre que des investissements relativement modestes dans des infrastructures de petite échelle peuvent avoir des impacts rapides et significatifs sur la production. Une priorité urgente pour le gouvernement sera d'étendre l'irrigation par la stimulation des investissements dans des technologies d'irrigation de petite échelle accessibles (à la fois des systèmes gravitaires et des systèmes de pompes). La réussite des programmes pilotes mis en œuvre à Madagascar et dans d'autres pays montrent l'efficacité des financements à frais partagés comme moyen de mobilisation des contributions des bénéficiaires, et pour assurer la rentabilité des investissements ainsi que leur entretien au cours du temps. Trait distinctif qui a contribué à la réussite des systèmes d'irrigation de petite échelle, ces derniers se montrent plus susceptibles de répondre aux besoins des communautés locales, car ces dernières peuvent intervenir sur les décisions concernant la gestion de l'eau.

IV- Amélioration des routes desservant les zones de production à haute potentialité :

La transition d'une agriculture de subsistance vers une agriculture commerciale se doit de reposer sur un réseau routier qui relie les zones de production avec les marchés, pour les intrants et les consommateurs. De même, les agro-industries situées en milieu urbain et en périphérie ne peuvent s'approvisionner en matières premières à moindre coût en raison de la mauvaise qualité des transports.

Il demeure certain que la construction de routes se révèle coûteuse dans un contexte marqué par une forte contrainte sur le budget de l'Etat, ce qui requiert une action ciblée et modeste (cf. *Note sur le transport*). Actuellement, il existe peu de capacité pour entreprendre l'analyse rigoureuse nécessaire pour assurer que les investissements dans le transport soient ciblés efficacement. A plus long terme, il deviendra nécessaire d'évaluer l'importance relative

des routes primaires par rapport aux routes secondaires et tertiaires, ainsi que le bon équilibre entre la construction de nouvelles routes et l'entretien des routes existantes. Les routes rurales se montrent, par nature, relativement chères à construire et entretenir, et peu rentables car elles desservent en général des zones à population éparse, où l'on peut s'attendre à une faible circulation, et la nature ainsi que la responsabilité de leur entretien ne pourront être déterminés que dans le contexte d'une politique de décentralisation bien comprise.

V- Lancement de partenariats public/privé (PPP) pour attirer les investissements :

L'agriculture se présentant essentiellement comme une activité privée, la réalisation des objectifs politiques du gouvernement dépendra, de manière cruciale, de la volonté des investisseurs privés à s'engager dans le secteur. Les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, ont manifesté leur intérêt pour l'agro-industrie, mais ce potentiel a été affaibli par les obstacles légaux et administratifs ainsi que par le niveau élevé de l'ingérence politique dans les processus de décisions. Le Gouvernement a lancé un certain nombre d'initiatives visant à encourager les investissements comme, par exemple, la proposition de mettre à disposition des terrains à des termes concessionnels et l'exemption de taxes sur les machines agricoles importées, mais ces initiatives ont souvent manqué de transparence, et les avantages qu'elles ont générés ont souvent été capturés par une élite. Ces initiatives n'ont pas été suffisamment partagées et ne résultent pas d'un consensus, ce qui apparaît d'autant plus préjudiciable que le secteur est sensible, tant culturellement que socialement.

L'expérience réussie de partenariats public/privé (PPP) dans d'autres pays en développement a permis de montrer qu'il est possible de trouver l'équilibre entre une exploitation commerciale rentable et le développement régional, par la création d'emplois et les synergies avec les petits agriculteurs; par exemple, par l'utilisation des systèmes transitionnels de production et l'établissement de contrats entre l'agro-industrie et les producteurs.

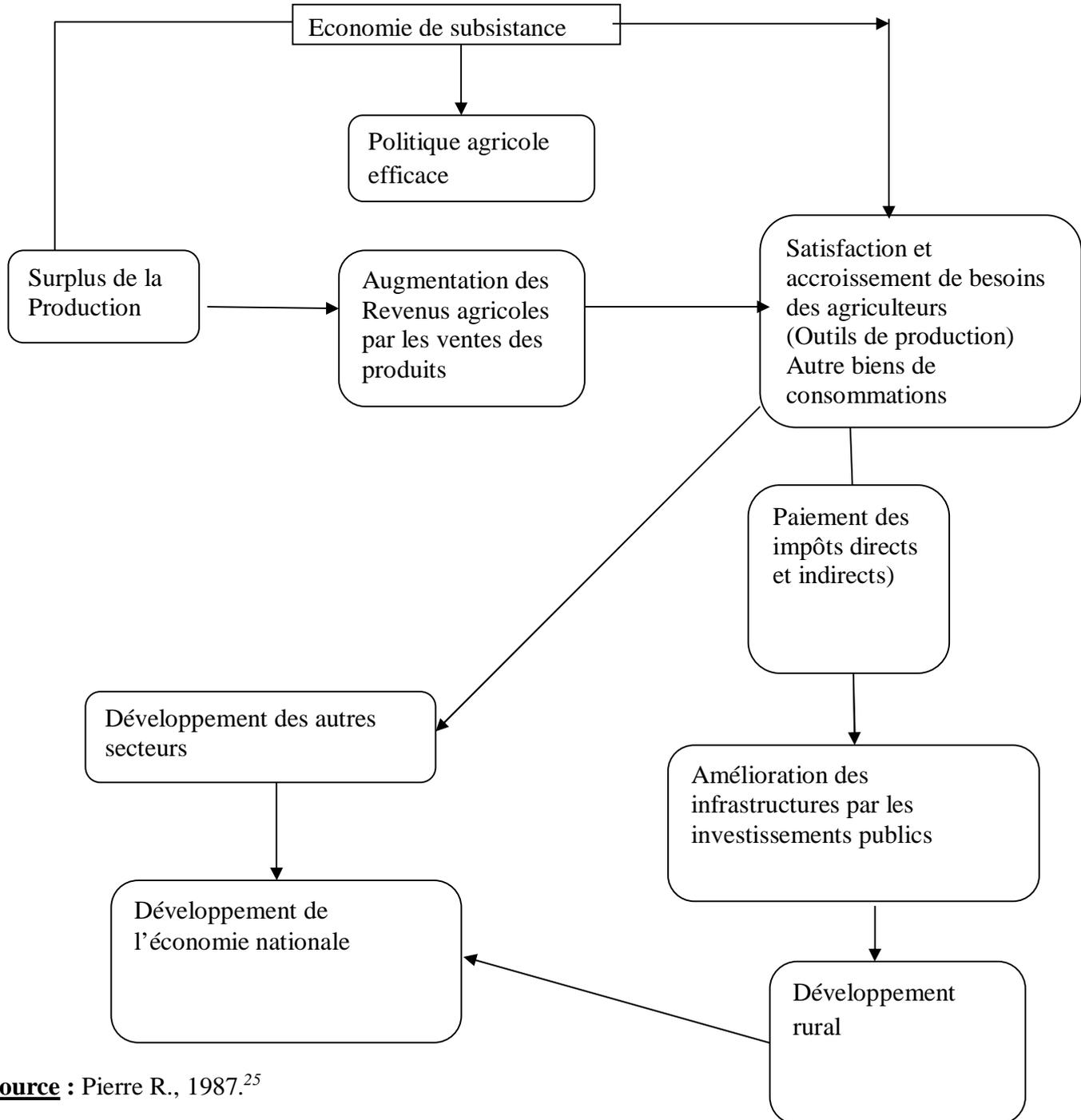
VI- Renforcement de la recherche agricole :

La recherche agricole peut et devrait jouer un rôle important dans les efforts collectifs en faveur du développement rural durable. Entreprendre des recherches sur le développement rural est une tâche bien plus complexe et exigeante que la recherche agricole traditionnelle, principalement orientée vers l'accroissement de la productivité et de la production. Cela requiert une meilleure compréhension et une perception élargie des forces dynamiques et des multiples facettes du développement rural.

La différente perception de ce que représentent le développement rural et la disparité des moyens d'appui et des ressources entravent l'élaboration d'un programme de recherche agricole pour le développement rural clairement défini. À cet égard, il est évident qu'il faudrait prendre en compte non seulement le rôle de l'agriculture et de la recherche agricole, mais aussi la participation des communautés, la formation, l'information, les changements institutionnels et l'élaboration des politiques.

Le schéma ci-dessous résume le lien entre l'agriculture et la croissance économique par l'intermédiaire de la politique agricole :

Figure 2 : Lien entre l'agriculture et la croissance économique par l'intermédiaire de la politique agricole



**Source** : Pierre R., 1987.<sup>25</sup>

<sup>25</sup> Pierre R., 1987. *Agriculture et développement économique*, p.69

**Ce schéma nous explique que la politique agricole efficace amène au développement de l'économie nationale. C'est dans ce sens qu'on peut affirmer que le développement agricole peut contribuer au développement agricole, voire même au développement de l'économie nationale toute entière.**

## CONCLUSION

L'agriculture en conjonction avec d'autres secteurs non agricoles joue un rôle important dans le développement rural. Elle continue d'occuper une grande place dans la gestion des ressources naturelles. Mais l'évolution de l'économie entraîne une baisse relative de la contribution de l'agriculture à l'augmentation des revenus des ménages ruraux et à leurs emplois. C'est dans ce sens que vient la problématique posée dans l'introduction formulée comme suit : De quelles manières l'agriculture pourrait-elle contribuer au développement rural ?

Pour l'agriculture dans les pays en développement comme Madagascar, il est essentiel de définir le rôle que l'agriculture peut jouer dans le cadre élargi du processus de développement durable dans les zones rurales et de déterminer de quelle manière l'agriculture peut soutenir un tel rôle. C'est en relevant ces défis, et seulement ainsi, que la recherche agricole peut apporter une contribution précieuse et concrète au renforcement de la sécurité alimentaire et aux nombreux autres rôles que l'agriculture peut jouer dans une société moderne.

On pourrait également commencer par organiser le système de collecte de produits et penser à la façon de les répartir dans toute l'île car, à Madagascar, il existe bien des régions que certains produits agricoles n'atteignent pas.

Il est à souligner que les trois hypothèses énoncées au départ sont vérifiées. Donc, on peut affirmer que l'agriculture présente des caractéristiques qui en font un instrument unique du développement rural comme il a été étudié dans la première partie (cadre théorique). On a vu parallèlement que le secteur agricole, conjointement avec d'autres secteurs, peut accélérer la croissance et qu'elle tient un rôle majeur dans la relance de sa productivité. Ceci étant analysé dans les premières et deuxièmes parties.

L'objectif final du présent mémoire est de fournir des recommandations générales quant aux mesures à prendre pour renforcer la contribution de l'agriculture au développement rural.

Il y a encore beaucoup à faire pour faire de l'agriculture un moteur puissant pour l'économie malagasy. Il est toutefois connu que la plupart des pays stables ont une bonne base

économique agricole. Madagascar devra suivre cet exemple pour garder son indépendance et sa stabilité.

## BIOBLIOGRAPHIE

### Ouvrages et articles

- OCDE (2009b), *Méthodes permettant de suivre et d'évaluer les impacts des politiques agricoles sur le développement rural.*
- Morris M., *Relancer l'agriculture*, p. 149
- Primature, *Programme Nationale de développement rural.*
- Claquin P. *L'agriculture au cœur des stratégies de développement*, Ed 2003.
- Rasoaharaha J., *Etat des lieux du développement de l'agriculture à Madagascar.*
- Balse M. et al. ,1993. *Histoire des pensées économiques, les Fondateurs*, Ed.

Dalloz

- Gillis M., Dwight P. et al, 1990. *Economie de développement* », Edition Universitaire, Paris.
- Stiglitz E, 2000. *Principe d'économie moderne*, p.287.
- Reigner E, 1985. *La pluriactivité en agriculture*, p.17.
- Mirabeau, 2001. *Critique littéraire de l'économie politique*, p.84.
- Le Roy, 1983. *Planification et agriculture.*
- Cochet H., 2005. L'agriculture comparée, genèse et formalisation d'une discipline scientifique, p.124.
- Dufumier M., 2007. Agriculture comparée et développement agricole, p.131.

### Revues :

- INSTAT, 2004.EPM (enquête périodique auprès des ménages), cité in [www.madadoc.mg](http://www.madadoc.mg).
- INSTAT, 1985.Recensement National de l'Agriculture, cité in [www.maep.gov.mg](http://www.maep.gov.mg).
- INSTAT, 1999.Enquête Agricole, cité in [www.maep.gov.mg](http://www.maep.gov.mg),
- INSTAT, 1999.Enquête Agricole de Base, cité in [www.maep.gov.mg](http://www.maep.gov.mg),

**Publications:**

- Les cahiers du réseau des observateurs ruraux –Madagascar n°1, 2, 3, 4
- Rapport sur le développement dans le monde, 2008, Banque Mondiale
- Brochure de l'observatoire national du riz, 2007.

**Webiographie :**

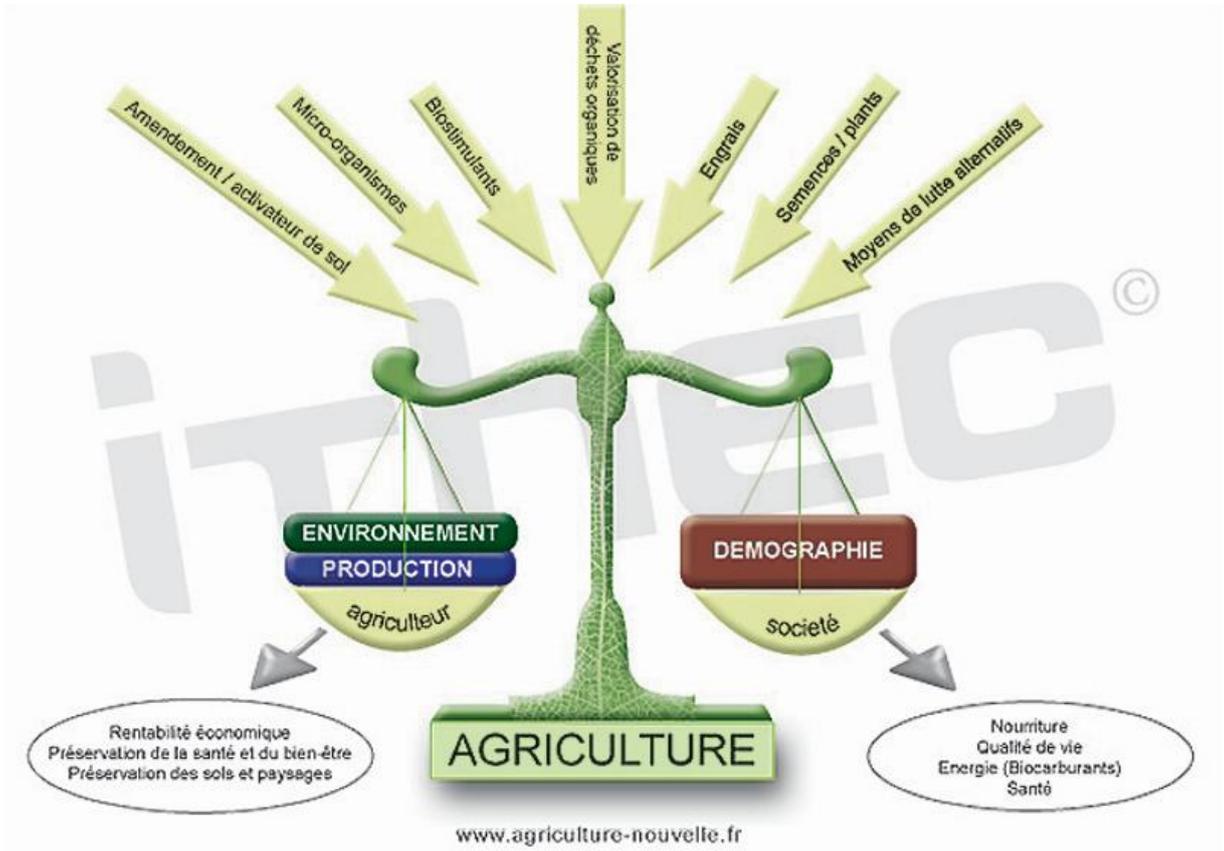
- [www.dg-instat@moov.mg](mailto:www.dg-instat@moov.mg)
- [www.madadoc.mg](http://www.madadoc.mg)
- [www.worldbank.org/afr/wps/index.htm](http://www.worldbank.org/afr/wps/index.htm)
- [www.mcamadagascar.org/view\\_content.php?id=18](http://www.mcamadagascar.org/view_content.php?id=18)
- **[www.wikipédia.fr](http://www.wikipédia.fr)**
- **[www.persee.fr](http://www.persee.fr)**
- [www.portail Madagascar.fr](http://www.portail Madagascar.fr)
- [www.cairn.info/article](http://www.cairn.info/article)
- [www.fao.org](http://www.fao.org)
- [www.idrc.ca](http://www.idrc.ca)
- [www.lamicrofinance.org/resource\\_centers/madagascar](http://www.lamicrofinance.org/resource_centers/madagascar)

**Cours**

-Dr Salava Julien, « Gestion de projet et Développement Rural », Faculté DEGS,  
année 2014

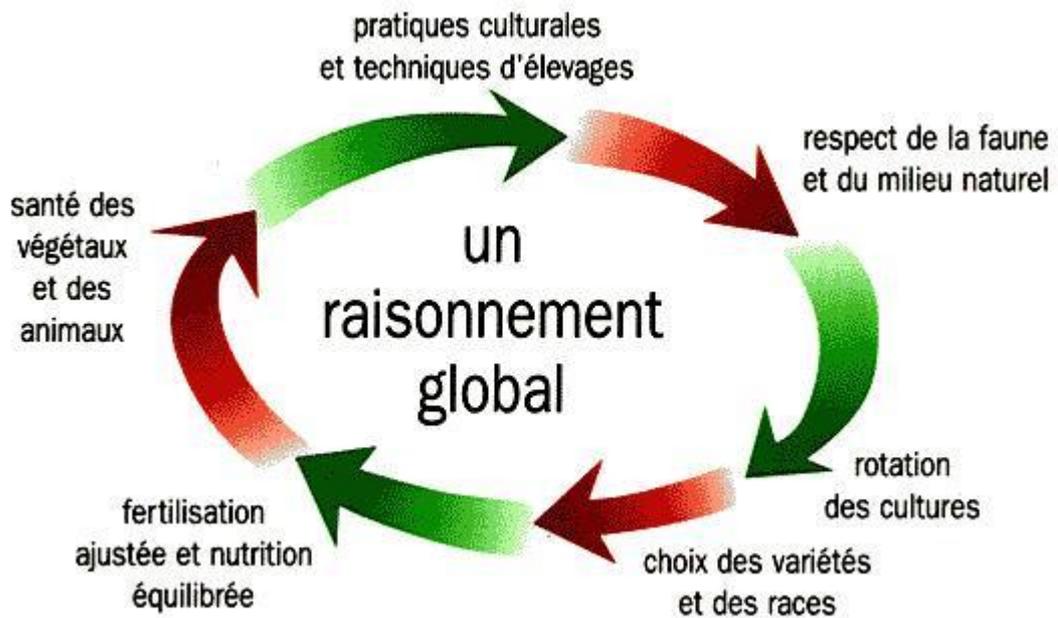
## ANNEXES :

## Annexe 1 : Défis et enjeux de l'agriculture



Annexe3 :Enjeux liés aux ressources en eau

Région	Eau renouvelable (km <sup>3</sup> )	Total eau utilisée (km <sup>3</sup> )	Utilisation agricole (km <sup>3</sup> )	Taux d'utilisation par l'agriculture (%)
Afrique	3.936	217	186	86
Asie	11.594	2.378	1.936	81
Amérique Latine	13.477	252	178	71
Caraïbes	93	13	9	68
Amérique du Nord	6.253	525	203	39
Océanie	1.703	26	19	72
Europe	6.603	418	132	32
Monde	43.659	3830	2.664	70

Annexe 2 : Agriculture raisonnée

## TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
LISTE DES ABREVIATIONS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
SOMMAIRE.....	iv
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I : LES THEORIES DE DEVELOPPEMENT RELATIVES A L'AGRICULTURE .....	3
I- APPROCHE THEORIQUE DE DEVELOPPEMENT PAR L'AGRICULTURE :.....	3
1-L'agriculture, source de richesse et de croissance :.....	3
a) L'harmonisation de l'exploitation des ressources naturelles :.....	4
b) L'importance du facteur travail, de la main-d'œuvre et la technologie :.....	4
2- l'agriculture, facteur mobilisateur de la main d'œuvre rurale : .....	6
II-Approche économique de l'agriculture :.....	6
1- Contribution de l'agriculture à la croissance économique : .....	6
2-Contribution au transfert des ressources en faveur des autres secteurs d'activités économiques : .....	7
a- Transfert de la main-d'œuvre : .....	7
b-Transfert d'épargne : .....	8
c-Contribution à la production des ressources en devises : .....	8
d- Contribution au processus d'industrialisation : .....	9
CHAPITRE II : GRANDS ENJEUX ET LES LIENS DE L'AGRICULTURE AVEC D'AUTRES SECTEURS .....	13
I- Epuisement des ressources et changement climatique .....	13
II-Liens de l'agriculture avec d'autres secteurs : .....	14
1-Le développement du secteur privé : .....	14
2-L'eau : .....	15

3-La foresterie.....	15
4-Les océans : .....	15
CHAPITRE III : EVOLUTION DES ROLES DE L'AGRICULTURE A L'ORIGINE DU CONCEPT DE MULTIFONCTIONNALITE .....	17
I-Origine du concept de multifonctionnalité de l'agriculture : .....	17
II- Principes de la multifonctionnalité : .....	18
III-Enjeux de la multifonctionnalité : .....	19
CHAPITRE I : PLACE DU SECTEUR AGRICOLE DANS.....	21
L'ECONOMIE NATIONALE.....	21
I-Généralités sur la place du secteur agricole à Madagascar :.....	21
1-Exportation des produits agricoles: .....	22
II- Caractéristiques sociodémographiques de la population agricole : .....	23
III-Facteurs de production de l'agriculture : .....	26
III-Modes d'exploitation : .....	27
a-Définition du terme agriculture familiale : .....	28
1-Importance économique et sociale de l'agriculture : .....	29
Tableau 4 : La situation du secteur agricole malagasy .....	30
2-Quatre rôles importants de l'agriculture dans le long terme : .....	31
a) Premier rôle : l'agriculture, un moteur majeur de croissance et de réduction de la pauvreté.....	31
b) Deuxième rôle : l'agriculture, une source majeure de revenus d'exportation ...	31
C-Troisième rôle : l'agriculture améliore la sécurité alimentaire.....	32
CHAPITRE II : FACTEURS EMPECHANT L'AGRICULTURE DE JOUER SES ROLES.....	34
I-Faiblesse de la productivité agricole : .....	34
II) Sous performance des marchés agricoles : .....	35
III- Faiblesse des institutions, incohérence des politiques et mauvaise gouvernance : ...	36

CHAPITRE III : QUELQUES PROPOSITIONS DE MANIERES POUR RELANCER L'AGRICULTURE A MADAGASCAR .....	38
I- Appui et amélioration des systèmes de distribution privés :.....	38
II-Renforcement des compétences des agriculteurs : .....	40
III-Identification des infrastructures les plus urgentes au niveau des exploitations : ...	41
IV- Amélioration des routes desservant les zones de production à haute potentialité : .....	41
V- Lancement de partenariats public/privé (PPP) pour attirer les investissements : .....	42
VI- Renforcement de la recherche agricole : .....	42
CONCLUSION.....	46
BIBLIOGRAPHIE.....	48
ANNEXES : .....	50

**NOM :** RANDRIANANTOANDRO

**PRENOMS :** ZoNandrianina

**CONTACT:** 0345265067

**ADRESSE:** Lot II E 36 C TER AMBOHIDAHY –ANKADINDRAMAMY

**TITRE :** L’agriculture, moteur du développement rural

**NOMBRES DE PAGES :** 55

**NOMBRES DE TABLEAUX :** 5

**NOMBRES DE FIGURES :** 2

## **RESUME**

Dans ce présent mémoire, l’agriculture concerne à la fois la culture, l’élevage et la pêche. Le problème à laquelle nous nous proposons d’apporter d’éléments d’explications est le fait de savoir de quelles manières l’agriculture pourrait-elle contribuer au développement rural. Pour répondre à cette question, nous nous admettons que l’agriculture contribue au développement rural en tant que secteur d’activité économique, en tant que moyen de subsistance et en tant que source de services environnementaux. Elle présente donc des caractéristiques qui en font un instrument indispensable au développement rural. De plus, le secteur agricole, conjointement à d’autres secteurs, peut accélérer la croissance économique. Une croissance agricole permet d’assurer l’essor du secteur agricole pouvant augmenter la production du pays. Pour ce faire, cette croissance agricole doit être encouragée par des politiques publiques ciblées sur le développement économique permettant d’endiguer la pénurie alimentaire et promouvoir la sécurité alimentaire pour le pays dans son ensemble. C’est dans ces mesures qu’on peut dire qu’elle pourrait contribuer au développement rural.

**MOTS-CLES :** Agriculture, Développement rural, croissance, productivité, production, développement durable.

**ENCADREUR :** Pr RANDRIANALIJAONA TianaMahefasoa